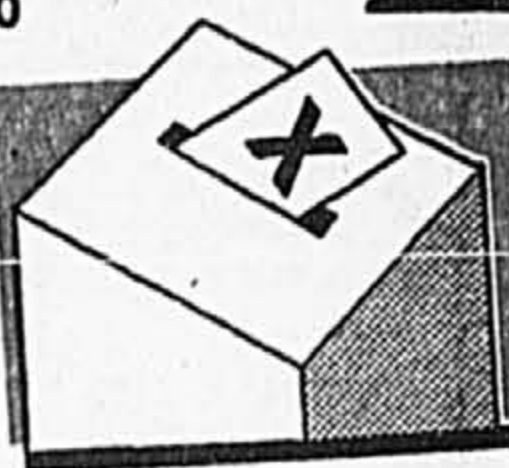




MONTREAL 90

CELTEX inc. \$\$\$
 (M) MOTOROLA
 Cellulaire
SPECIAL
PORTATIF
PT 500
 ACTIVATION AVEC BATTERIE.
 CHARGEUR ET ETUI
984-5292
 BUREAU:
967-8770

Que fera Jean Doré de son second mandat?



JEAN-FRANÇOIS LÉONARD

Jean-François Léonard est professeur d'administration publique au Département de Science politique de l'Université du Québec à Montréal.

À moins d'imprévu, Jean Doré sera réélu demain soir maire de Montréal, entraînant dans son sillage une majorité de conseillers du RCM.

Ce deuxième mandat s'obtient au terme d'une campagne électorale particulièrement «plate» où les bonnes vieilles traditions ont refait surface: élections sans enjeux réels, propositions minimalistes du parti au pouvoir, opposition marginale et fractionnée, candidatures pour remplacer le maire qui ne font pas le poids, rôle d'évaluation et de critique comblé par les journaux et les éditorialistes.

Avec en arrière-plan une certaine nostalgie du règne Drapeau, ou à tout le moins de son style de leadership si «près des Montréalais», qui fournissait des «occasions de célébration collective» et qui nourrissait à peu de frais une opposition bien cristallisée.

Par delà ces réminiscences des campagnes électorales qu'on a déjà connues, à quoi peut-on s'attendre de l'action municipale durant les quatre prochaines années? Le mouvement de démocratisation et de décentralisation amorcé durant le dernier mandat du RCM va-t-il s'accélérer, piétiner ou reculer? La modernisation des services municipaux va-t-elle se poursuivre et dans quel sens? Quels problèmes urgents vont devoir être réglés pour que Montréal sorte du marasme et de la stagnation économique? Enfin à quoi correspond le type de leadership du maire Doré? Est-il adapté à la conjoncture que Montréal doit affronter tant au niveau local, régional, national qu'international?

Pour répondre à ces questions, il faut regarder ce qu'on a fait et ce qu'on veut faire dans les trois dossiers prioritaires de Jean Doré et de son équipe lorsqu'ils ont franchi les portes de l'hôtel de ville il y a quatre ans: démocratiser le fonctionnement du système politique montréalais, moderniser les services de la Ville et procéder à la relance économique de Montréal.

Le développement économique d'une ville comme Montréal fait évidemment partie des priorités de toute équipe qui la dirige. Les deux autres dossiers constituaient l'image de marque du RCM, élu avec une majorité comme Drapeau les aimait.

Les premiers pleurs et grincements de dents vont venir assez rapidement quand on va voir «comment» ces priorités vont être mises en oeuvre.

La ville aux mille conseillers

Du côté de la démocratie politique, les amuse-gueules que sont l'ouverture des portes de l'hôtel de ville, la période de questions au conseil municipal, le fonctionnement «ministériel» de l'exécutif sont unanimement salués. Les premiers tiraillements vont apparaître lors de la mise en place des commissions municipales, équivalent montréalais des commissions parlementaires provinciales, et au moment de la création des comités conseils d'arrondissement, version tronquée des fameux conseils de quartier.

Les lignes d'autorité et d'initiative feront l'objet de tensions entre certains responsables des commissions municipales, conseillers du RCM, et l'exécutif de la Ville. Le premier éclat se produira au sujet des logements Overdale: le pouvoir d'orientation stratégique du comité exécutif sera clairement réaffirmé à cette occasion. Pour plusieurs groupes communautaires, ce sera le début de la trahison du RCM, du renoncement à ses idéaux.

La ligne de démarcation entre les satisfaits et les insatisfaits des nouvelles formes de la démocratie montréalaise va passer essentiellement par le degré, l'intensité avec laquelle les gens seront associés ou pas aux prises de décision. Pas étonnant que les associations d'affaires et les syndicats soient satisfaits du RCM au pouvoir: ils ont participé à l'élaboration de plusieurs énoncés de politique et ont été étroitement associés à plusieurs gestes de représentation et de pression de la Ville, surtout dans le domaine du développement économique.

Pas étonnant non plus que les groupes communautaires et certains groupes corporatifs soient déçus: ils n'ont pas eu droit à un réel pouvoir d'intervention dans les affaires de la Cité, devant se contenter de simples «auditions». Le cas des comités conseils d'arrondissement est exemplaire à cet égard: ascenseurs locaux utilisés pour faire remonter au niveau de l'exécutif et du conseil municipal certains besoins limités, ils n'ont pas répondu à la volonté d'intervention dans la qualité de vie des quartiers qu'avait une large partie de la base populaire qui a porté le RCM au pouvoir. Les milieux communautaires concluent: «on a été écoutés mais peu entendus».

De Daniel Latouche, chroniqueur à ses heures, à Jean De Grandpré, ex-président des entreprises Bell, on ne s'est pas gêné pour dénoncer le «parlottage» du RCM dans ses multiples commissions et comités consultatifs comme étant une perte de temps et d'énergie, un frein à la décision. On oublie trop souvent que le mandat premier du RCM en était un de démocratie: donner la parole aux citoyens et implanter un vrai système parlementaire au conseil municipal.

A-t-on tout fait pour démocratiser la vie politique montréalaise?

Assurément pas car la démocratie n'existera vraiment à Montréal que le jour où le système politique n'engendrera plus invariablement des régimes «forts», où l'opposition réelle — i.e. celles et ceux qui ne sont pas d'accord au niveau du vote avec le parti au pouvoir — sera représentée adéquatement au conseil municipal, où les baux de vingt ou trente ans pour le parti au pouvoir ne seront plus automatiques et où les maires ne se transformeront plus automatiquement en dinosaures au fil des ans.

Assurément pas non plus car de nombreuses intentions ou promesses du RCM n'ont pas été réalisées, ont été mises plus ou moins temporairement de côté ou ont été reléguées aux oubliettes: création d'un poste d'ombudsman, élection du maire dans un district électoral comme cela se fait en régime parlementaire et non plus au suffrage universel, scances publiques du Comité exécutif et enfin, la plus importante, instauration d'une représentation proportionnelle.

Compte-tenu de ce dossier, à quoi peut-on s'attendre dans les années qui viennent?

Premièrement, dans l'hypothèse où le RCM l'emporte, il y aura vraisemblablement une stabilisation de la consultation. Cela veut dire que l'ensemble des mécanismes consultatifs mis en place par le RCM devraient trouver un mode de fonctionnement plus formel, où les enthousiasmes, les attentes et les incertitudes de départ seront remplacés par une certaine routine. Ce qui se traduira certainement par des espoirs moins grands de la part des publics concernés et une participation moins nombreuse de la part des groupes associatifs.

Deuxièmement, on devrait introduire d'une façon ou d'une autre un mécanisme de référendum qui permette minimalement aux citoyennes et aux citoyens concernés de voter sur des modifications aux règlements de zonage. L'analyse de cette procédure, de ses avantages et de ses inconvénients a fait l'objet d'une longue étude à l'hôtel de ville. C'est un outil délicat, un couteau à deux tran-

chants puisqu'il permet facilement des débordements d'intolérance en laissant peu sinon pas de place à un débat sérieux. Surtout si cette procédure est introduite au niveau des comités conseils d'arrondissement.

Par ailleurs une véritable décentralisation des pouvoirs d'intervention et de gestion est fort attendue au niveau des arrondissements. Si la volonté politique le confirme, les comités conseils d'arrondissement seront gonflés en «maisons d'arrondissements». Le débat reste à faire sur les pouvoirs et les services qui entreraient dans ces maisons. Et surtout sur qui va les diriger, selon quel mode de représentation. Si les organismes communautaires ont des percées à faire, c'est à ce niveau que ce sera possible.

Toutefois, dans la mesure où le Parti civique de Montréal et le Parti municipal de Montréal auraient une représentation assez importante à l'hôtel de ville — de dix à vingt conseillers — leur désir fermement exprimé au cours de la campagne électorale de mettre fin à l'existence des comités conseils d'arrondissement pourrait inciter l'administration Doré à une certaine prudence dans la mise en place de la décentralisation, tant pour éviter que les maisons d'arrondissement ne deviennent des foires d'empoigne stérilisant leur fonctionnement d'organismes décentralisés que pour éviter que des fiefs des oppositions ne se créent dans les arrondissements, leur permettant de faire différentes formes de guérillas à l'administration en place.

Chose certaine, s'il y a un ralentissement du processus de décentralisation et de démocratisation politique, il faudra attendre une autre génération avant que le retour du balancier ne permette la reprise d'un tel mouvement sur une base plus déterminée et plus audacieuse.

Les services municipaux

Navire impérial de toute administration municipale, le Service des travaux publics est à la fois la principale vitrine de la Ville, première responsable de l'humeur des administrés à l'égard de ses dirigeants. De la propreté des rues aux panneaux de signalisation, des nids de poules à la glace sur les trottoirs, des benêts à ordures bruyantes à la neige souillée, le Service des travaux publics est toujours le grand responsable de nos mauxheurs. Sans parler des égouts qui n'en font qu'à leur tête une fois tous les cent ans...

C'est aussi principalement ce service qui est utilisé pour paver la voie, si on peut dire, à toute équipe qui veut se faire réélire: comme par hasard, l'année qui précède une élection, il y a une présence ostentatoire de la ville «en action»: les

mardeaux piqueurs retentissent comme des mitraillettes, les lunettes sont continuellement embeuées par l'asphalte qui fume de partout, et les ornements urbains bétonnés surgissent comme autant de menhirs à la gloire des administrations.

L'équipe Doré est donc arrivée à l'hôtel de ville avec ce deuxième dossier prioritaire qu'était la modernisation du fonctionnement de l'Hôtel de Ville. Avec en prime un secrétaire-général-Hercule-sur-mesure pour nettoyer les écuries de la Ville et si possible réorienter ses incuries: ce qui fut fait avec célérité. Le défi était de taille, tout le monde en convenait: comment passer d'une ville gérée comme une quincaillerie de la rue Bélanger à une ville gérée comme un gouvernement moderne.

Si le grand ménage s'est fait en haut de la fonction publique montréalaise, la base a peut-être suivi moins rapidement. Et les quatre prochaines années amèneront peut-être à ce niveau des changements dans la façon d'offrir les services.

Décentralisation

Que peut-on prévoir? Si l'actuelle administration reste en place, elle devrait aller de l'avant dans son désir de reporter au niveau des arrondissements la gestion de certains services: plus de souplesse dans leur exécution, plus d'interventions de la part des citoyennes et des citoyens, une forme de confrontation plus directe entre ceux-ci et les fonctionnaires qui va forcer un dialogue au jour le jour pratiquement inexistant à l'heure actuelle. Cela peut comprendre tant les loisirs et la culture que l'enlèvement des ordures ou de la neige, la surveillance policière dans les quartiers que les mesures de prévention des incendies. Les limites à cette prise en charge collective seront fixées à la fois par la capacité d'adaptation des fonctionnaires municipaux et par la réaction de la population face à des choix nouveaux.

Si on décide de ne plus jeter la neige au fleuve, va-t-on accepter que celle-ci soit rejetée sur les terrains comme cela se fait dans plusieurs municipalités? Ce genre de décision devra harmoniser à la fois l'intérêt public, les limites financières de la ville et la volonté politique du parti au pouvoir. C'est un débat et une mise en oeuvre qui fourniront sûrement quelques émotions aux observateurs et aux participants de la scène municipale.

Montréal à la remorque de Brossard?

Le troisième dossier prioritaire pour l'administration Doré était celui du développement économique. On a choisi pour ce faire d'intervenir plus directe-

ment dans le développement économique sur la base d'études sectorielles, d'une concertation surtout avec le milieu d'affaires et du développement d'une expertise internationale qui n'a pas encore donné ses résultats, loin de là.

L'une des questions sous-jacentes au développement économique a été celle de la perte d'influence de Montréal. Pour plusieurs, cette situation est liée au pouvoir de négociation plus faible du maire Doré que de son prédécesseur. À notre avis c'est moins ici le leadership du maire qui est en question que le leadership politique de Montréal. Qu'est-ce à dire? Il faut constater qu'actuellement Montréal n'est plus le gros noyau de l'agglomération qu'il a été. Que c'est Laval et la Rive-Sud qui ont, sinon le gros bout du bâton, du moins le vent en poupe, aidées en cela par les visions de développement des gouvernements supérieurs (on n'a qu'à penser au plan de transport du ministre Côté). Le dynamisme de la Monérégie à cet égard est d'ailleurs significatif.

La misère

Mais ce qui est le plus «dérangeant», à court terme, c'est l'augmentation de la misère à Montréal même: 40 p. cent des HLM du Québec y sont construits, plus de 14 000 demandes sont en attente, et près de 60 p. cent des gens qui restent dans ces HLM y demeurent jusqu'à l'âge de 80 ans. Ce qui pose des problèmes sérieux de gestion puisque petit à petit ces lieux se transforment en centre de soins obligés, un phénomène accentué par l'espèce de désengagement du réseau des affaires sociales à cet égard, et qui provoque son cortège de misère, d'itinérance, de dépendance et de violence.

La richesse de ce point de vue est mal répartie et les villes de banlieue ferment les yeux, se gardant bien d'avoir une politique «agressive» d'accueil à l'égard de ces populations. Dans la campagne actuelle, seul Pierre-Yves Melançon et son parti ont fait de propositions originales à ce sujet.

Cet affaiblissement de Montréal comme ville centrale se retrouve dans la plupart des autres villes américaines. Comment le RCM va-t-il y réagir?

L'une des voies de sortie qu'il va probablement emprunter pour «ramener les classes moyennes en ville» est la levée du moratoire sur la transformation des logements en condominium. Si une telle solution était adoptée, ce dossier chaud, qui a fait l'objet de nombreux débats au sein des groupes communautaires, risque d'élargir le fossé entre une base populaire d'opposition qui se reconstitue tranquillement et les dirigeants du RCM.

Une note de 700 millions

La conférence Québec-municipalités du printemps prochain sera un moment crucial pour l'économie de Montréal. Québec veut refiler une note d'environ 700 millions aux municipalités en leur confiant le paiement, sinon la gestion, de services que la province considère comme relevant des responsabilités municipales. On pense, bien sûr, au transport en commun. Mais on pense aussi à certains aspects du secteur social, à la culture, à l'environnement.

Ne serait-ce qu'à ce dernier chapitre, Montréal risque d'y goûter. On n'a qu'à penser aux sols contaminés, actuellement nettoyés aux frais du gouvernement provincial. Si ce problème est jeté dans la cour des municipalités, Montréal, la ville qui a été depuis près d'un siècle le moteur principal de l'industrialisation de l'ensemble du Québec, va devoir assumer seule cet héritage collectif que sont les sols contaminés. Quand on sait qu'ils le sont à peu près tous, on imagine facilement la facture...

Montréal: ville internationale?

Autre moyen qui va être mis de l'avant pour redonner vie à l'économie urbaine: l'accentuation de son positionnement comme ville internationale de premier rang. De ce côté, la partie n'est pas jouée. Si la Ville essaie de se donner depuis quatre ans un visage «high tech», si elle commence à développer une expertise au niveau international, le «milieu» semble avoir du mal à suivre. À preuve, le verre de cognac à \$8 qu'on a reproché au maire, et plus généralement l'ensemble de ses dépenses à l'étranger.

Entre le matelas d'épingle que vénère Claude Ryan et le lit d'eau rempli de Perrier qu'affectionnent Brian et Mila, il y a bien sûr un juste milieu. Mais le jour où Jean Doré se rendra à Tokyo en apportant sa caisse de saké pour couper les frais, il sera mûr pour un contrat avec le festival Juste pour rire car l'expertise internationale suit un certain nombre de règles auxquelles on peut difficilement échapper. Et positionner Montréal comme ville internationale implique une présence d'autant plus suivie que notre ville ne bénéficie pas d'atouts naturels comme les villes de soleil que sont Barcelone ou Montpellier.

À travers tout cela on reproche au maire un style de leadership froid, technocratique, prudent pour ne pas dire indécis, tout en lui reconnaissant une maîtrise des dossiers, une parole qui peut tirer 300 mots par minute et un certain sens de l'humour.

Certains regrettent le bon roi Jean. S'il est vrai dans le contexte actuel que le maire n'est plus le roi de cette ville, il est aussi vrai que Montréal n'est plus la reine de ce pays. À qui la faute?

PHOTO PIERRE LALUMIERE, La Presse

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Alain Dubuc
editorialiste en chef

Montréal: l'opposition doit venir des quartiers

Montréal est une belle ville, que les Montréalais aiment habiter et que les touristes aiment fréquenter. Mais, en même temps, Montréal est une ville qui vieillit vite et s'appauvrit rapidement.

Montréal n'est plus la ville aux cent clochers et aux mille tavernes. C'est une ville aux acquis et avantages culturels, sociaux et économiques nombreux et importants, mais une ville dont l'avenir immédiat inquiète.

Montréal perd du terrain. Au profit de la banlieue qui accueille les classes moyennes et laisse à la ville-centre ses locataires, ses vieux, ses démunis. Au profit des régions immédiates de Laval, de la Rive-Sud et des autres régions du Québec qui se développent rapidement et qui sont plus sensibles aux attentions des gouvernements supérieurs. Au profit de Toronto qui est devenue la métropole et qui lui vole ses industries, ses sièges sociaux et ses cerveaux.

Montréal se transforme, mais l'adaptation à la présence d'ethnies nombreuses et variées, la diminution graduelle mais importante de la majorité francophone, l'accroissement du crime et de la violence dans cette ville ouverte et cosmopolite, sont autant d'éléments qui rendent la situation difficile et

créent de graves remous. Les grands courants mondiaux ont leurs résonances et leurs effets ici. Montréal perd sa spécificité mais gagne en diversité.

Montréal est à se reconstruire par la composition multiculturelle et la personnalité propre dévolue à chacun de ses quartiers; par la relance ou le développement à la fois résidentiel, commercial et industriel de ses grandes zones comme le centre-ville, l'est et le sud-ouest; par l'élaboration de son premier plan d'urbanisme qui permettra de définir le Montréal de demain.

La campagne électorale qui se termine a déçu. La faiblesse des candidats à la mairie a trop souvent limité les interventions aux querelles partisans et aux promesses qu'on trouve habituellement chez les maires de villages. L'avenir de Montréal est pourtant critique. Les enjeux, moins flamboyants et moins perceptibles qu'à l'ère Drapeau, n'en sont pas moins majeurs.

M. Jean Doré demeure le plus apte des candidats à diriger Montréal. Son premier mandat n'a pas été concluant mais non plus catastrophique. Période de rodage, de réforme administrative, de modernisation des services municipaux de base, d'une tentative de démocratisation et de décentralisation de l'appareil politique et administratif vers les quartiers et arrondissements.

En affaires municipales, un deuxième mandat est habituellement nécessaire pour livrer la marchandise. C'est dans cet esprit qu'il faut réélire le maire Doré et son équipe du Rassemblement des citoyennes et citoyens de Montréal.

Mais si l'administration Doré ne devait pas offrir un meilleur bilan de réalisations à la fin du second mandat qu'à la fin du premier, il faudra alors en conclure que cette équipe est incapable de passer de la parole aux actes, des belles théories aux actions concrètes.

L'équipe que présente le RCM n'est pas suffisamment solide et rassurante pour lui donner un mandat en blanc. Si elle devait être réélue avec une accablante majorité, la tentation serait forte de croire que la ville lui appartient. Les électeurs montréalais doivent déléguer, de leur district, des représentants des autres partis en nombre suffisant.

Les Alain André (Ahuntsic), du Parti municipal, et Pierre-Yves Melançon (Côte-des-Neiges), de la Coalition démocratique, qui présentent une colistière dans leur district, doivent siéger à l'hôtel de ville. La présence idéale de 15 à 20 candidats de l'opposition sur un total de 50 conseillers municipaux assurerait une saine démocratie à la ville de Montréal.

Claude MASSON

Le dialogue canadien

L'exercice auquel se livrera M. Keith Spicer ne sera pas, comme on le conclut un peu vite au Québec, une démarche futile.

La Commission sur l'avenir du Canada, qu'il présidera, n'aura pas la pompe et les moyens des commissions royales traditionnelles. Ses onze membres, nommés jeudi par le premier ministre Mulroney, s'engagent dans une démarche presque intimiste: sonder les âmes et les coeurs des Canadiens.

Il est évident que cela peut difficilement mener, comme l'espère M. Mulroney, à un quelconque consensus. Et même pas au dialogue entre Canadiens qu'annonce le premier ministre.

Le Canada est à ce point écartelé par des aspirations divergentes, déchiré entre son attachement au statu quo et son désir de changement, confus quant à son identité, paralysé par les luttes politiques, que les audiences de la commission Spicer donneront lieu à une bruyante cacophonie.

Mais M. Spicer, lucide, voit sa démarche comme une forme de thérapie collective, avec ce que cela comporte d'émotions et de contradictions. Est-ce inutile? Certainement pas.

Si le Québec approche de la maturité dans la recherche de son identité, le reste du Canada traverse encore, à bien des égards, les affres de l'adolescence. Et comme cela fut longtemps au Québec, il est sain que les Canadiens s'adonnent à un défoulement collectif pour ventiler les frustrations que les débats entre constitutionnalistes et les séances à huis clos entre premiers ministres n'ont pas permis d'exprimer.

Bien sûr, une telle entreprise ne mène pas à des propositions concrètes, mais elle permettra de faire le point sur l'état de la nation, d'évaluer son état de préparation à des changements que le Canada ne pourra pas éviter.

Cela n'est pas inutile pour le Québec. D'abord parce qu'on ne perçoit pas, dans les propos du premier ministre que nous reproduisons en page A-6, la volonté d'affrontement que craignaient bien des Québécois.

Derrière les phrases lyriques qui ponctuent hélas toujours les discours des premiers ministres canadiens sur le Canada, la lecture des problèmes canadiens que fait M. Mulroney est lucide, infiniment plus que les propos figés de Jean Chrétien. Sa volonté de ne pas concurrencer les travaux de la Commission Bélanger-Campeau est on ne peut plus claire.

Certes, la Commission Bélanger-Campeau a pour mandat de définir un projet québécois et non pas de tenter de rebâtir, pour une nième fois, les structures fédérales. Ce choix résolument québécois fait l'objet, à juste titre, d'un large consensus au Québec. Mais quelles que soient les conclusions de la Commission Bélanger-Campeau, elles seront confrontées, tôt ou tard, à la réalité canadienne. C'est avec le Canada qu'il faudra discuter, dans l'affrontement ou la négociation.

En ce sens, ce que Keith Spicer découvrira sur les états d'âme canadiens sera un outil utile pour les Québécois. Ses travaux seraient encore plus utiles si M. Spicer, qui incarne le fédéralisme intelligent, réussissait à tenir son pari: «remplacer le dialogue de sourds par une conversation civilisée.» Mais peu de Québécois ont encore de telles illusions.

Alain DUBUC

Est-il trop tard?

L'e compte à rebours est commencé. Plus que 67 jours pour les couples mariés avant juillet 1989 pour se soustraire à la loi sur le patrimoine familial. En janvier 1991, aucun compromis pour les nouveaux couples.

Pas question de prolonger le délai, dit le Barreau du Québec au gouvernement qui s'interrogeait sur la possibilité de prolonger la période de réflexion. Il faut mettre fin, dit-il, au harcèlement et à la violence conjugale que suscitent les discussions entourant cette décision. Dans cette foulée, la Chambre des notaires réplique et demande le libre choix: pouvoir renoncer au partage familial tout au long de l'union.

Replongeons-nous dans le débat de l'été 1989. Presque unanimement, éditorialistes, columnistes, gens de tous les milieux se prononçaient contre ce projet de loi qui, si son contenu protégeait un certain nombre de femmes qui se retrouvent démunies en cas d'échec de mariage, lèse toutes les femmes au travail et ignore les réalités contemporaines des familles recomposées.

La loi 146 fait en sorte que les biens des époux constituent un patrimoine familial qu'ils se partagent également en cas de divorce. Comble d'ironie, en décembre dernier, Mme Gagnon-Tremblay, la ministre qui avait piloté agressivement le dossier, rejeté les amendements proposés pour le bien des femmes, se désengageait de sa propre loi.

Les objections d'alors refont surface. En agissant ainsi, l'État pénalise la salariée et écarte de façon méprisante des revendications légitimes.

Cette loi est dérisoire. Mais est-il vraiment trop tard?

Claudette TOUGAS

MONSIEUR DORÉ ET SES PLUS PROCHES COLLABORATEURS



DROITS RÉSERVÉS

Bourgault suggère de suspendre la liberté de presse et le PQ ne trouve rien à redire

MARCEL ADAM

Lorsque le dernier bouquin de Pierre Bourgault (*Maintenant ou jamais*) est paru je me suis empressé de le lire mais il m'est tombé des mains à mi-chemin. Inacceptable que je suis de me forcer un pré-chi-précha destiné à raffermir la foi des fidèles et à indiquer la voie du Royaume.

C'est la dénonciation par Lysiane Gagnon du passage où l'auteur suggère qu'il pourrait être nécessaire de censurer les médias, une fois le Québec indépendant, qui m'a forcé à en terminer la lecture.

Je n'ai pas voulu réagir avant de voir si cette proposition provoquerait une réaction indignée dans sa famille politique, et particulièrement de Jacques Parizeau à qui l'ouvrage est dédié.

Évoquant l'éventualité où un gouvernement péquiste devrait proclamer unilatéralement la souveraineté du Québec, l'auteur presse le Parti québécois à commencer à élaborer en secret un plan d'urgence afin de pouvoir rester maître de la situation (Il va de soi, dit-il, que cela ne peut faire l'objet de discussions pendant les congrès annuels du Parti...).

Et de poser 12 questions qui devront selon lui trouver réponse à l'intérieur du plan secret.

La plus étonnante, venant de

cet ancien journaliste, en même temps que la plus révoltante pour un authentique démocrate, est ainsi formulée:

Comment faire en sorte que la population soit informée en tout temps des décisions de son gouvernement et de l'attitude qu'il serait préférable d'adopter en telle ou telle circonstance? L'État devrait-il «conscire» pour un certain temps les médias d'information?

Prenant la précaution de laisser à beaucoup plus compétents que lui le soin de répondre aux autres questions, dans ce cas-ci il propose sa réponse:

(J'entends déjà qu'on crie à la dictature, à la propagande et à l'asservissement de l'information. Je ne suis pas assez naïf pour ne pas voir le danger de pareille action mais je ne suis pas assez naïf non plus pour ne pas la croire nécessaire en certaines circonstances).

Pierre Bourgault suggère une autre grave limitation à la liberté de mouvement dans cette question:

— Fermerons-nous nos frontières ou les laisserons-nous ouvertes?

À ceux qui l'accuseront de faire peur au monde inutilement, ou encore d'élaborer des scénarios peu réalistes, il répond, entre autre, que l'improvisation amène le nécessaire autoritarisme alors que la préparation permet de perpétuer la démocratie même dans les circonstances les plus difficiles.

Perpétuer la démocratie en supprimant la liberté de presse qui en est la condition? On croirait entendre le vieux discours marxiste-léniniste justifiant au nom de la démocratie

la confiscation des droits et des libertés des citoyens.

On me dira qu'il propose l'embrigadement des médias pour un certain temps seulement.

La belle affaire! C'est ce qu'on fait tous les régimes autoritaires, mais ont-ils tenu promesse?

Une fois suspendue la liberté de presse, les droits et libertés perdent du même coup leur plus efficace protection. Et plus rien ne peut prévaloir contre la raison d'État.

Le plus inquiétant ce n'est pas que Pierre Bourgault commence à céder à la tentation totalitaire, c'est le fait qu'ayant avoué son penchant il n'ait soulevé aucune protestation indignée dans la formation qui se veut le parangon des vertus démocratiques.

Dans le dernier d'une série d'articles parus cette semaine dans *Le Devoir* sur la situation politique après la mort de l'accord Meech et la crise d'Oka, le professeur Léon Dion, qui s'inquiète des occasionnels accès de violence que notre société a connus depuis les années 60, fait un plaidoyer en faveur de la préservation des valeurs démocratiques.

Lui qui endosserait sans peine l'indépendance politique du Québec le jour où la population choisirait cette voie, avoue publiquement, pour la première fois, une vieille crainte concernant la qualité de la vie démocratique dans un Québec devenu seul maître de son destin politique.

Il rappelle qu'au temps du RIN, mais surtout après l'élec-

tion du PQ, et avant le référendum, certains parlaient de la nécessité, une fois faite l'indépendance, de mettre au pas les «traîtres» et les «étrangers» qui n'épouseraient pas le nouvel ordre politique.

Or voici que les propositions antidémocratiques de Pierre Bourgault viennent de raviver ses vieilles appréhensions.

Le politologue interpelle Jacques Parizeau pour lui dire qu'il urge de dénoncer des propos qui ternissent la bonne réputation du PQ et ne feront qu'accréditer chez nous et ailleurs la présomption que ce Parti recèle des tendances fascistes.

Il est trop tard, le mal est fait.

Après sept semaines de silence, une telle dénonciation ne paraîtrait dictée que par la crainte, non par un sentiment d'indignation procédant d'un bon naturel démocratique.

À l'instar de Léon Dion c'est pour des raisons démocratiques que je redoute surtout un éventuel Québec souverain.

Dans le PQ aussi bien que dans l'intelligentsia québécoise de gauche qui épouse son objectif, il y a trop de gens influents qui n'ont que mépris pour la démocratie libérale et les valeurs qui la sous-tendent.

Trop des gens qui sont bien aise d'user des droits et libertés de nos chartes pour mieux propager leurs idées et miner les valeurs démocratiques dans la population, particulièrement dans le monde étudiant, mais qui seraient prêts à en faire bon marché pour instaurer la société dont ils rêvent.

Opinions

Les jeunes chercheurs et l'avenir du Québec selon Fernand Dumont

JACQUES DUFRESNE
collaboration spéciale

■ Lors d'une émission de télévision à laquelle je participais récemment, j'ai pris la défense des jeunes pédagogues et des jeunes chercheurs.

Quelques jours plus tard, je recevais une lettre signée Louis Pilon, contenant le passage suivant: «Vous avez raison d'affirmer que les problèmes auxquels fait face ma génération afin de s'intégrer à la société (sur-tout sur le marché du travail) ne sont pas traités comme ils le devraient sur la place publique parce qu'aucun groupe ne nous représente. Vous avez encore raison de citer l'exemple de jeunes enseignants qui ne peuvent obtenir de poste (moi-même, diplômé de 2e cycle en sciences, je cherche depuis sept ans un emploi qui soit autre chose que le «temporaire-surnuméraire-occasional-contratuel-temps partiel»). Il se produit présentement une déchirure importante du tissu social qui augure très mal pour l'avenir. Dix années de conservatisme atterré ont mené les pays industriels à l'éclatement social».

Mardi soir dernier, lors de la cérémonie de remise des grands prix du Québec, le sociologue Fernand Dumont, récipiendaire du prix Léon-Gérin, répondait aux milliers de Louis Pilon du Québec par une proposition dont il faut espérer qu'elle aura des suites.

Voici l'essentiel de son allocution: «Membre d'un jury qui devait choisir deux candidats pour un poste de chercheur, je me trouvais récemment devant plus de cent dossiers: des jeunes, pourvus d'un doctorat, auteurs souvent de publications excellentes. Mes collègues pourraient aisément ajouter de multiples cas semblables. Le temps n'est-il pas venu de demander carrement quel sort promet notre société à ses ressources scientifiques, et pas seulement ses ressources naturelles? C'est la responsabilité des aînés de répéter inlassablement cette interrogation pressante».

«Une commission parlementaire se penche présentement sur l'avenir constitutionnel du Québec. Les artistes et les universitaires y sont peu nombreux, à ce qu'on dit. Ce qui nous laisse tout le loisir pour entreprendre une tâche aussi considérable: l'examen de la place que devraient occuper les arts et les sciences dans un pays qui cherche à se définir un destin honorable parmi les nations.»

Après une telle déclaration, monsieur Dumont pourrait difficilement refuser la présidence ou la co-présidence d'une commission sur les arts et les sciences que les universités pourraient instituer. Le premier mandat d'une telle commission serait de résoudre le problème de l'intégration des jeunes tel qu'il est posé dans les deux exemples précédemment évoqués.

Le second mandat pourrait être d'étudier la place respective de la recherche et de l'enseignement dans l'université. Le professeur d'université mérite-t-il encore d'être appelé professeur? De plus en plus d'observateurs en doutent. Depuis de nombreuses années déjà, le premier titre de gloire pour un universitaire n'est pas de communiquer la passion de la connaissance et de la recherche à ses étudiants, mais d'accumuler les budgets de recherche. Tel professeur apporte 300 000 \$ par année à son université! C'est là, et de loin, le critère le plus important pour l'avancement dans la carrière.

Le second critère, c'est le nombre de publications dans les revues avec comité de lecture, dont certaines méchantes langues soutiennent qu'on les appelle ainsi pour les distinguer des revues avec communauté de lecteurs.

Ces deux critères ont l'avantage d'être facilement quantifiables, ce qui leur confère une très grande valeur dans un univers où, voulant éviter d'avoir à s'en remettre au jugement d'une autorité, on n'a que mépris pour toute évaluation comportant une large part de subjectivité. Dans ces conditions, le meilleur pédagogue du monde n'a droit, s'il consacre l'essentiel de ses énergies à ce but, qu'à de vagues mentions qualitatives qui ne lui permettront ni d'être reconnu à l'extérieur des salles de cours, ni d'être invité par les médias, ni de faire ces fréquents voyages à l'étranger qui sont le parfum et le sel de la profession. Et comme l'octroi de la permanence et des autres privilèges dépend également de ces faits mesurables, voilà notre Socrate condamné à boire lentement sa ciguë.

Et voilà les jeunes privés de maîtres, à un moment de l'histoire des idées où les synthèses sont de plus en plus nécessaires et de plus en plus difficiles pour cette raison même.

Fernand Dumont a fréquem-



M. Fernand Dumont

ment dénoncé cette situation au cours des dernières années. Mais dans ce domaine comme dans tant d'autres, dont celui du nationalisme, il a surtout prêché par l'exemple. Avant d'être sociologue, philosophe, poète ou administrateur, il est et il a toujours été professeur. Au cours des dix dernières années, le travail titanesque qu'il a accompli en tant que président de l'Institut Québécois de Recherche sur la Culture ne l'a pas empêché de poursuivre sa carrière de professeur à la faculté des sciences sociales de l'Université Laval. Il a plus souvent qu'à son tour donné des cours d'introduction et l'on peut présumer qu'il a refusé de nombreux voyages à l'étranger pour demeurer plus disponible à ses étudiants... Ces jeunes à qui l'on accorde de plus en plus d'autonomie alors que c'est d'attention et de fidélité qu'ils ont besoin!

En choisissant Fernand Dumont, c'est d'abord la profession d'enseignant que le jury a honorée. J'aimerais voir là le prélude à une décision qui s'impose depuis longtemps: la création d'un grand prix du Québec pour l'éducation. Est-il donc moins important de former les êtres que de transformer les choses?

Au début des années 1960, dans les restaurants du vieux Québec, où se trouvait alors la faculté ou plutôt la maison des sciences sociales de l'Université Laval, on entendait souvent des conversations passionnées sur les sujets les plus inattendus, de la poésie de Mallarmé à l'épistémologie de la science économique. Fernand Dumont, alors jeune professeur, était souvent à l'origine de ces joutes intellectuelles d'où allait émerger une élite articulée dont le Québec avait

un urgent besoin. Il faisait école. Et si cela peut encourager les jeunes professeurs d'aujourd'hui qui osent l'imiter en dépit des critères officiels d'évaluation, je dirai que c'est son rayonnement en tant que professeur qui est à l'origine de sa réputation en tant que chercheur et écrivain.

On a voulu le lire parce qu'on avait eu du plaisir à l'entendre. N'est-ce pas l'ordre naturel des choses? Bien des professeurs débutants se prient du plaisir immédiat d'être entendus pour partir prématurément à la recherche de l'improbable plaisir d'être lus. «Nul n'est tenu de faire un livre» disait Bergson. Nul n'est tenu de faire un article pour les r.a.c. (revues avec comité de lecture), dirait-il aujourd'hui.

Et quand on pénètre au cœur de l'œuvre écrite de Fernand Dumont, qu'est-ce qu'on découvre? Que la parole vivante, créatrice de liens entre les êtres, les idées et les moments de l'histoire est le lieu de l'homme, le fondement de l'éthique, la référence ultime.

Dumont sociologue, philosophe, poète, est fasciné par Socrate qui n'a pas écrit et il assigne à ses livres ce but paradoxal: protéger, retrouver ou créer les conditions d'une parole si vivante qu'elle n'aurait pas besoin d'être écrite pour se perpétuer et devenir la source de signification. Telle est la Cité dont il a la nostalgie; une nostalgie qui, sur le plan de la culture première, le ramène à la convivialité du Québec traditionnel et, sur le plan de la culture savante, lui rappelle les origines athéniennes de la culture occidentale.

«De la signification à donner au monde humain (une signification sans cesse à instaurer, rappelons-le) écrit-il dans «L'anthropologie en l'absence de l'homme». Les Grecs faisaient l'objet de la praxis proprement collective. Pour nous, c'est le monde de la nécessité, de l'économique, qui a pris cette place, la quête de la signification étant reléguée dans la vie privée. Pour nous, parler pour parler, converser pour entretenir le sentiment que les hommes se retrouvent dans leur liberté d'exister, relève des marges de la vie sociale, que nous confondons aussi avec l'intimité de l'existence. Alors que, pour les Grecs, parler c'était gagner sur la vie privée, sur la répétition quotidienne, le droit de faire un monde dont on puisse publiquement discuter.»

(DUMONT, Fernand, L'anthropologie en l'absence de l'homme, PUF, Paris, 1981, p. 184.)



Gérard LeBlanc

Des petits entrepreneurs aux petits réformateurs

À l'automne 86, le mot *changement* résumait, à lui seul, l'enjeu de l'élection à la mairie de Montréal. Tous les sondages révélèrent un profond désir de tourner la page: le régime de Drapeau avait fait son temps, on voulait passer à celui de Doré.

À l'automne 90, c'est le temps d'évaluer le changement survenu depuis cette relève de la garde. Le RCM était un parti réformiste qui promettait un profond changement d'administration municipale. La mutation historique s'est-elle produite?

Démocratiser et moderniser

Deux incidents, survenus au début des années 80, permettent de mesurer le chemin parcouru depuis quatre ans.

— C'est le milieu des affaires qui avait, contre la volonté du maire Drapeau, mené sa propre consultation publique sur l'aménagement de la rue McGill College. Ce fut le début de la fin d'un régime, qui n'arrivait même plus à rallier les promoteurs, longtemps bénéficiaires du laisser-faire du Parti civique.

Depuis quatre ans, le régime Doré a multiplié les consultations publiques, dont trois majeures: l'agrandissement du Musée des Beaux-Arts, l'aménagement de la Montagne et le plan directeur du centre-ville. On a ouvert les portes de l'hôtel de ville, au propre et au figuré, et démocratisé l'appareil.

— Un autre incident, de fin de régime, a révélé la vétusté de l'appareil. Le choix était probablement déjà fait pour l'Ontario, mais les japonais, portés sur les conventions, étaient venus voir ce que Montréal avait à offrir pour une usine d'autos. En catastrophe, les fonctionnaires ont ramassé quelques données et organisé une visite des grands terrains de l'Est. Les tiroirs étaient vides; Montréal avait manqué le bateau de la gestion moderne.

Le vide a été comblé, à un point tel que les tiroirs débordent. Montréal peut maintenant parler des sans-abri, de mode, d'aménagement urbain, de parc technologique... On a ajusté l'horloge à l'heure contemporaine, où le stockage et la présentation des données constituent des préalables à toute planification sérieuse.

Une nouvelle race de gérants

La *glasnost* ou l'*aggiornamento* auraient sans doute eu lieu, même si le Parti civique de Claude Dupras avait pris la relève, tellement l'urgence de moderniser sautait aux yeux. Il n'est cependant pas sans importance que ce soient les gens du RCM, une nouvelle race de gérants, qui aient fait le grand ménage.

Le Parti civique était un club de notables de paroisses et de quartiers, de professionnels et de commerçants, de petits entrepreneurs habitués à la gestion quotidienne et aux projets immédiats. Le RCM est un rassemblement de travailleurs communautaires et de syndicalistes, d'enseignants et d'urbanistes, de réformateurs habitués à dénoncer les injustices du système et à proposer des solutions globales.

«Ça ne se serait jamais produit sous Drapeau», disait un collègue nostalgique, au lendemain de l'annonce que l'Agence spatiale canadienne ne logerait pas au centre-ville de Montréal. Il avait doublement raison. Jean Drapeau n'aurait jamais orchestré la campagne, menée par le tout Montréal, pour infléchir l'hostilité des fonctionnaires fédéraux. Par contre, il ne se serait jamais fait passer le sapin de Saint-Hubert. Si Jean Drapeau s'était, par une soudaine conversion, occupé de cette affaire, il n'aurait jamais perdu de vue le grand *finale* (sic): la pelletterie de terre au cœur de Montréal, métropole internationale.

On pourrait multiplier les exemples de ce manque de flair politique. Prenons les fêtes du 350^e anniversaire. Jean Doré s'est engagé à ne pas répéter les folies olympiques. Il a cependant oublié la vérité à laquelle Drapeau avait sacrifié toutes les autres: le peuple ne fête pas l'austérité, le peuple aime les jeux, le peuple préfère l'illusion à la triste réalité. Les Montréalais voulaient une grande fête de Pâques; Jean Doré les a invités à faire carême.

Le design urbain devait enfin éclater sous le régime Doré, lui-même issu de cette nouvelle culture urbaine. Que s'est-il produit? On a fait ses devoirs et rempli ses promesses: Montréal aura un plan directeur d'aménagement. L'accouchement de ce plan aura cependant donné lieu à un grand anti-climax: loin d'attiser le feu sacré pour la ville à bâtir, on l'a étouffé dans la grisaille des coefficients d'occupation du sol et d'ensolaillement des façades. Le RCM a demandé aux Montréalais ce qu'ils voulaient faire de leur ville; de vrais leaders leur auraient proposé un projet emballant.

Drapeau concoctait ses projets sans tenir compte des forces du milieu, Doré n'ose pas proposer de projets au milieu. Des shows sans lendemain, on est passé aux shows d'un lointain demain. Le balancier a oublié de s'arrêter au juste milieu.

Le syndrome péquiste

Tout nouveau gouvernement amène sa propre faune d'experts politiques: le régime Doré a ainsi servi de refuge aux péquistes, chassés du pouvoir provincial en 85. Disponibles et proches du courant social-démocrate du RCM, ces anciens péquistes ont transporté, à Montréal, l'expérience acquise à Québec.

Ils se sont rappelés que le PQ s'était attiré les foudres de l'établissement, en implantant, durant son premier mandat, de nombreuses réformes majeures: loi 101, assurance automobile, loi anti-scabs, protection du territoire agricole...

Bien avant Montréal, Toronto s'était donné une administration municipale réformatrice, dirigée par John Sewell. Trop audacieux, l'animateur Sewell fut défait, en 78, par Art Eggleton, qui préside toujours aux destinées de la Ville-Reine.

Instruits par les expériences du PQ et des réformistes de Toronto, Jean Doré et sa troupe ont choisi de s'enraciner tranquillement pas vite, de s'installer à long terme.

Les anciens alliés du RCM dénoncent l'étapisme de Jean Doré, qui n'a pas profité de son premier mandat pour donner les coups de barre attendus d'une administration réformatrice. Les nouveaux copains du RCM, venus du milieu des affaires, se réjouissent que la relève de la garde se soit faite sans grands bouleversements, sans mettre en péril la sacro-sainte stabilité économique. Montréal fêtera son 350^e anniversaire sous la gouverne des petits réformateurs qui ont remplacé les petits entrepreneurs à la mairie de la rue Notre-Dame.

Pour un débat sur l'énergie

FRANCINE PELLETIER
collaboration spéciale

■ Depuis que René Lévesque a eu la bonne idée de la nationaliser, l'hydro-électricité est devenue une vache sacrée au Québec. Plus qu'une ressource énergétique,

plus qu'un simple levier de développement économique, l'électricité est depuis 30 ans synonyme de progrès, d'émancipation, de prospérité.

Hydro-Québec est née «et la lumière fut», pourrait-on dire.

Depuis ce moment-là, depuis surtout l'arrivée de Robert Bourassa au pouvoir en 1971, l'hydro-électricité comme géant de l'économie québécoise est chose acquise. Chose patriotique, aussi, comme nous le rappelait la semaine dernière Lise Bacon. Nous n'acceptons pas qu'Ottawa freine le développement économique québécois, gronda la ministre de l'Énergie devant «l'intervention inacceptable» du fédéral en ce qui concerne les normes environnementales.

Bref, l'aspect politique, à tous les jours tellement primé en ce qui concerne le développement hydro-électrique qu'il n'y a jamais vraiment eu moyen d'en discuter. D'ailleurs, tous ceux qui ont osé poser des questions à ce sujet ont été fort mal reçus. En commençant par les Cris qui, en 1971, n'ont même pas été avertis des projets du gouvernement, en passant par Lucien Bouchard qui, après avoir pointé du doigt la performance écologique du gouvernement Bourassa, subissait cette semaine les foudres de la ministre.

Des questions, pourtant, s'imposent. Des questions politiques, économiques, environnementales. Des questions qui pourraient se résumer ainsi: avons-nous besoin de tout ce développement énergétique? Et si oui, alors à quel prix?

La réponse du gouvernement est claire et nette. Non seulement en avons-nous besoin, mais il s'agit là d'une entreprise unique, grandiose. «Une des sept merveilles du monde», disait le président d'Hydro-Québec, Richard Drouin, en entrevue récemment. Et les conséquences de tout ça?

«On n'a jamais dit qu'il n'y a pas d'impact au développement hydro-électrique», affirme le directeur des relations de presse d'Hydro-Québec, Jacques-André Couture.

Des impacts, effectivement, il y en a. En 1981, par exemple, le jour où la rivière Canapishcau fut harnachée pour créer le réservoir LG4, la terre trembla. C'est vous dire l'impact sur la croûte terrestre du détournement des rivières. Autre impact bien connu: l'empoisonnement au mercure. Deux tiers des Cris de la Baie James ont un taux de mercure deux à trois fois plus élevé que la normale, dû au développement hydro-électrique.

Mais pour les maîtres d'œuvre de cette vaste entreprise, il n'y a pas raison de s'inquiéter. «Des caribous, des castors, des poissons, il y en a autant qu'avant», dit M. Couture. Il est farfelu, selon lui, de croire à la catastrophe écologique comme ne cessent de l'évoquer les «ayatollahs de l'environnement». Et puis, la population crie ayant augmenté depuis 20 ans, il trouve démagogiques les accusations portées par les représentants amérindiens à l'égard du développement de la Baie James.

«J'en ai entendu un dire que chaque fois qu'on allumait la lumière, on les tuait!» s'exclame-t-il. Mais à démagogie, démagogie et demie, rétorquent les écologistes. Lise Bacon n'a-t-elle pas affirmé que, sans nouveaux développements hydro-électriques, le Québec devra «s'éclairer à la chandelle»? Un vice-président d'Hydro-Québec, Jacques Guèvremont, n'a-t-il pas renchéri en disant que le cas échéant, les Québécois «n'auraient même pas d'argent pour s'acheter des chandelles»?

«Et ce sont les écologistes que le

gouvernement et Hydro-Québec accusent de faire peur au monde!», lance Daniel Green, président de la Société pour vaincre la pollution.

En fait, si le gouvernement et sa société de la couronne sont si sûrs de leur coup, demandent les écologistes, pourquoi toutes ces manœuvres de bas étage? Pourquoi avoir obligé les Cris, lors des pourparlers de la Convention de la Baie James en 1975, de rompre tous liens avec les médias et les groupes environnementaux? Pourquoi avoir systématiquement refusé de tenir des audiences publiques sur le développement énergétique? Pourquoi le public n'a-t-il pas accès aux documents d'Hydro-Québec?

«Hydro-Québec peut dire n'importe quoi parce qu'il n'a pas de comptes à rendre», dit l'économiste Hélène Lajambe, fondatrice du Centre d'analyse des politiques énergétiques.

Les écologistes s'inquiètent donc du manque de transparence, voire de la manipulation gouvernementale en ce qui concerne la Baie James. Mais surtout, ils s'inquiètent des courtes vues tant économique qu'écologique du gouvernement.

«Si l'hydro-électricité est le miracle économique que prétend Robert Bourassa, dit Mme Lajambe, pourquoi sommes-nous toujours plus endettés? L'économiste se demande, en fait, si nous ne sommes pas en train de nous doter d'une économie du tiers monde: une économie où tous les oeufs sont mis dans le même panier (l'exploitation d'une ressource primaire) et à prix ridiculement bas, en particulier aux alumineries. Où est la logique?

D'un point de vue environnemental, l'électricité a certes des avantages: c'est propre et inépuisable. Mais l'exploitation de cette énergie, par contre, pose plusieurs problèmes. «Hydro-Québec est en train de transformer un environnement fluide en un environnement stagnant. C'est l'équivalent de la destruction de la forêt amazonienne», dit Daniel Green.

Outre l'empoisonnement au mercure, des concentrations de furanes et de dioxines dans les réservoirs d'eau sont à craindre, selon l'écologiste, ainsi qu'un changement climatique nordique, la destruction de la végétation et des effets néfastes sur la faune environnante. Déjà, on note une diminution notoire des oiseaux migratoires.

Et que dire des Amérindiens dans cette histoire? Malgré des bénéfices importants provenant de la Convention de la Baie James (logement, éducation, services de santé), les Cris souffrent d'acculturation, c'est évident.

«On a modernisé la vie des Cris mais seulement en superficie», explique Bob Epstein, conseiller au Grand conseil des Cris du Québec. «On leur a donné des maisons mais pas les valeurs, les habitudes qui vont avec. On leur a donné de beaux villages neufs mais où il n'y a rien à faire. Les gens sont désespérés; ils ne savent plus quel rôle est le leur».

Conséquences: trois tentatives de suicide par jour (l'équivalent de 3500 à Montréal), alcoolisme, drogues, exils. Pour ne rien dire de l'empoisonnement au mercure.

Du côté des opposants aux mega-projets électriques, la réponse est donc tout aussi claire: nous n'avons pas besoin de nouveaux développements hydro-électriques. Le prix est trop élevé et puis, l'heure est à l'économie d'énergie. Il suffirait, disent les propagandistes du développement durable, d'adopter des programmes de conservation d'énergie «sérieux» (plus qu'une pomme de douche, donc) pour subvenir amplement à nos besoins.

La conservation d'énergie? de répondre Hydro-Québec. D'accord. Mais les habitudes des consommateurs sont lentes à changer. Il faut donc développer comme prévu.

Qui dit vrai? Quelle «philosophie de développement» le Québec devrait-il adopter pour faire face à l'an 2000?

Le débat est ouvert.

TREAL 90

CÔTÉ COUR

LA MISÈRE



Un sandwich au saucisson pour Cédrik L'Heureux-Jalbert, 6 ans, au Resto-Pop, une des nombreuses soupes populaires de Montréal. Des milliers d'enfants montréalais n'ont pas assez à manger à la maison.

On ne peut plus parler de poches de pauvreté à Montréal, mais de poches d'aisance



ANDRÉ NOËL

Monique Desmarais étend parfois une serviette sur le plancher de sa classe, une première année d'une école de l'est de Montréal. Un de ses élèves s'étend. Il ferme les yeux et croise les mains sur son ventre.

Ceci n'est pas un jeu. Ni une technique de relaxation. C'est le seul moyen que M^{me} Desmarais a trouvé pour lutter contre la faim, lorsqu'il n'y a pas de biscuits à donner aux enfants.

«J'entends des estomacs crier dès huit heures et demie, dit-elle. Les enfants n'ont que six ou sept ans. Ils ont mal au cœur. Ils sont étourdis de ne pas avoir déjeuné le matin, et soupé la veille. Tout ce qu'il me reste à faire, c'est de les coucher sur une serviette.»

Les collations arrivent vers neuf heures. Ce que les enfants préfèrent, ce sont les muffins. Mais souvent il n'y a que des pommes. Le Conseil scolaire de l'île de Montréal a un budget de 500 000\$ pour les suppléments alimentaires. Il les distribue parmi les 23 289 enfants les plus pauvres. Cela fait 21,46\$ par enfant par année.

«On donne des collations 90 jours par année, explique Marcel Saint-Jacques, du Conseil scolaire. On n'a pas les moyens de donner plus. On est très conscients que ce n'est pas assez.»

La dernière classification montre que les trois-quarts des écoles primaires les plus pauvres de l'île de Montréal se trouvent dans la ville même; 117 des 154 écoles primaires de la Commission des écoles catholiques de Montréal comptent plus de 20 p. cent d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté. L'école Hochelaga, où enseigne M^{me} Desmarais, arrive au sixième rang, avec 64 p. cent des enfants vivant sous le seuil de pauvreté.

Des enfants ont faim à Montréal. «Faut-il le répéter? demande Guy Palement, directeur de la Table de concertation sur la faim: des enfants ont faim. Des centaines d'entre eux ne mangent pas tous les jours.

«Montréal doit déclarer la guerre à la faim et à la pauvreté. Comment peut-il y avoir d'autre priorité? Le maire (Jean Doré) a beau jeu de parler d'environnement. C'est une cause populaire. Mais quand des enfants ont seulement une tranche de pain dans leur boîte à lunch pour le midi, il me semble qu'on doit en faire l'enjeu principal des élections.»

Montréal, jadis métropole du Canada, est devenue la capitale de la pauvreté. Elle regroupe plus de pauvres que toutes les provinces de l'Atlantique réunies. «Si j'étais maire d'une ville où des enfants ont faim, je hurlerais, dit Paul Bastien, un travailleur communautaire de l'est de Montréal. Au lieu de ça, Doré préfère les débats sur le rôle international de Montréal.»

La prospérité n'a pas profité à tous

Depuis la récession de 1982, le Québec a traversé la plus longue période d'expansion économique de son histoire d'après-guerre. Mais cette prospérité n'a pas profité à tous. Les statistiques montrent que, dans la région métropolitaine, la pauvreté se concentre dans la ville de Montréal. Quelques chiffres:

■ Le nombre de bénéficiaires de l'assistance sociale dans la ville de Montréal s'élevait à 130 536 en septembre, contre 47 399 dans le reste de l'île de Montréal (Montréal a la moitié de la population de l'île).

■ Le taux de chômage, dans la ville, dépasse maintenant 14 p. cent. C'est à peine moins que le taux de chômage de Saint-Jean de Terre-Neuve.

■ Alors que les soupes populaires étaient presque inexistantes au début des années 1980, on compte maintenant 374 centres de distribution alimentaire dans la région métropolitaine, presque tous à Montréal. En 1985, Moisson Montréal a fourni 146 000 repas; en 1989: 1,6 million! «On est incapable de répondre à la demande, affirme Nadia Larouche, directrice de l'organisme. Nous avons 90 groupes sur notre liste d'attente, qui demandent que nous leur envoyions de la nourriture.»

■ Le nombre de familles vivant sous le seuil de pauvreté à Montréal est passé de 22,9 p. cent en 1981, à 26 p. cent en 1986. Le dernier recensement montre que 50,4 p. cent des personnes seules à Montréal vivent sous le seuil de la pauvreté (12 500\$ en 1990). L'écart est frappant avec la grande région métropolitaine: 31,5 p. cent de ménages pauvres à Mont-

réal, contre 21,5 p. cent dans la région.

Richard Langlois, économiste, auteur de *S'appauvrir dans un pays riche*, agit deux cartes côte à côte. Il a hachuré à grands traits les zones de Montréal se trouvant sous le seuil de pauvreté. La carte de 1981 montre le fameux «T» renversé de la pauvreté, dont la base longeait le fleuve et dont le centre montait vers le nord de part et d'autre de la rue Saint-Denis.

Des poches de pauvreté aux poches d'aisance

La carte plus récente montre un «S» informe. La pauvreté a englobé de nouveaux quartiers, comme Rivière-des-Prairies et même une partie d'Achues. On ne peut plus parler de poches de pauvreté à Montréal, mais de poches d'aisance: la moitié d'Achues, Nouveau-Bordeaux, une petite partie de l'est.

Les quartiers ouvriers n'ont jamais été bien riches, mais ils ont déjà eu beaucoup plus de dynamisme. Monique Desmarais, 47 ans, est née dans le quartier Hochelaga. Elle y enseigne depuis 20 ans. Elle a vu le quartier se dégrader.

«Avant, les gens travaillaient aux ateliers ferroviaires Angus, aux chantiers maritimes de Canadian Vickers, à la raffinerie de sucre Saint-Lawrence Sugar, dans les fabriques de textile. Tout ça a fermé, ou presque. Les travailleurs sont devenus chômeurs. Les logements se sont détériorés. Je trouve pas ça drôle finir une carrière en devant planifier mes examens pour les débuts de mois, quand les enfants ont assez mangé.»

Dans le centre-ville même, la pauvreté saute aux yeux. Jadis, la rue Sainte-Catherine symbolisait la vivacité, l'éclat de Montréal. Le guide Michelin la présente encore comme «la grande rue commerciale, animée aussi la nuit autour des restaurants et cinémas». Mais le touriste étranger risque d'avoir un choc en la parcourant: il pourrait se faire accoster par des mendicants une dizaine de fois en moins d'une demi-heure.

Il n'est pas rare de voir des hommes et des femmes habillés de guenilles enfoncer leur bras jusqu'à l'épaule dans les poubelles de la ville. Des édifices tombent en ruine. D'autres bâtiments sont barricadés. Les terrains vagues de certains quartiers sont jonchés de condoms et de seringues.

Vers l'est, près de la rue Champlain, des enfants se prostituent. Des policiers vont même dans les écoles primaires pour tenter de convaincre des élèves de cinquième ou de sixième année de ne pas vendre leur corps aux pédophiles, indique une directrice d'école qui demande l'anonymat.

Il y a trois ans, *La Presse* révélait que la proportion de bébés trop petits à la naissance — un indice mondial de l'état sanitaire — est plus élevée dans les quartiers pauvres de Montréal que dans plusieurs pays du tiers-monde. La cause: la sous-alimentation des mères. Le résultat: des enfants qui auront des problèmes d'apprentissage toute leur vie. L'information n'a été reprise nulle part. Aucun député, aucun conseiller municipal ne s'est révolté. Et rien n'a changé.

«On va se réveiller avec de la violence!»

«Il y a une volonté collective de ne pas voir l'ampleur de la pauvreté, dit Guy Palement. Le Québec est comme une famille qui ne veut pas montrer son enfant handicapé. Même les universités ne font aucune recherche sur ce drame, qui est le problème numéro Un de Montréal. Mais un jour, tout ça va nous pêter en pleine face. On va se réveiller avec des surprises, avec de la violence, comme cet été avec la crise amérindienne.»

Universitaires et politiciens vivent en banlieue. A Outremont et Mont-Royal, par exemple, où l'espérance de vie est de 12 ans supérieure à celle de Pointe-Saint-Charles. «On aurait pu croire que l'écart diminuerait avec les années, mais non», explique Robert Choinière, démographe au Département de santé communautaire Montréal-général.

Selon les dernières recherches de M. Choinière, un enfant qui naît à Outremont a toutes les chances de vivre jusqu'à 82 ans. A Pointe-Saint-Charles, l'espérance de vie baisse à 69 ans et six mois. A Outremont, on débat du port du costume de bain dans les parcs. A Hochelaga, on fait la queue au chic Resto-Pop, une des nombreuses soupes populaires de l'est de Montréal.

Nicole, 28 ans, y était, ce jour de fin d'octobre, avec son fils Joel, 21 mois. Nicole a perdu son emploi le 7 septembre. Fin octobre, elle n'avait toujours pas reçu son chèque d'assurance-chômage. Comme elle y a droit, le ministère du Revenu refuse de lui verser des prestations d'assistance sociale. Depuis deux mois, Nicole n'a aucun revenu. Et personne pour l'aider.

Le Resto-Pop nourrit gratuitement les jeunes enfants. Mais il demande un dollar par repas aux adultes. Nicole n'avait pas ce dollar. Elle prenait en cachette quelques bouchées dans l'assiette de son bébé. «J'ai demandé à mon propriétaire d'attendre un peu pour le loyer, a-t-elle dit. J'attends sa réponse.»

A la Bourse de Montréal, le volume d'actions transigées est passé de 3,8 milliards en 1980 à 20,5 milliards en 1989. A la Bourse de la pauvreté, le volume de soupes populaires a décuplé. Cherchez l'erreur.



Deux autres «clients» de la soupe populaire: Benoit St-Pierre, 4 ans, et sa soeur Annie, 9 ans. «Montréal doit déclarer la guerre à la pauvreté», affirment les travailleurs communautaires.

Le saigne Montréal

Montréal comptait en 1971. Elle a glissé en 1981 pour revenir en 1986. «A noter tout dans le club du Pointe-aux-Asins elle stagnait 100 habitants», note du rapport.

«L'île se poursuit de en de la population de à l'arrivée des immigrants. Les Mont-Asins, eux, continuent de.»

«L'île se poursuit de en de la population de à l'arrivée des immigrants. Les Mont-Asins, eux, continuent de.»

«L'île se poursuit de en de la population de à l'arrivée des immigrants. Les Mont-Asins, eux, continuent de.»

Les villes de l'île souffrent aussi de cet exode. En 1985, 50 p. cent des mises en chantier se faisaient déjà en dehors du territoire de la Communauté urbaine de Montréal. L'an dernier, la proportion est montée à 70 p. cent.

Pendant des contribuables, les villes de la CUM — et surtout Montréal — ont moins d'argent pour assurer des bons services, comme le réseau de transport en commun. C'est le cercle vicieux: de moins bons services chassent les gens qui ont les moyens de partir; les départs massifs entraînent de moins bons services.

Autre résultat: les commissions scolaires, appauvries, ont moins de moyens pour remédier aux problèmes d'alimentation de leurs élèves. Et elles sont les seules à faire face à un défi de taille: l'intégration des immigrants, ce qui devrait demander des ressources additionnelles... qu'elles n'ont pas.

Une récente étude du Conseil de la langue française constate que les francophones comptent pour 96 p. cent de l'augmentation de la population des villes de banlieue hors CUM (87 718 francophones entre 1981 et 1986).

Plus de 80 p. cent des policiers de la CUM — pour la plupart des francophones bien payés — habitent maintenant à l'extérieur de la CUM, un phénomène qu'on pourrait trouver parmi bien des corps de métier et des professions de la classe moyenne francophone. En revanche, l'île de Montréal a accueilli à elle seule environ 62 300 immigrants entre 1981 et 1986, soit plus de sept immigrants sur dix venus s'installer au Québec, souligne Michel Paillé, auteur de l'étude du Conseil de la langue française. Un immigrant sur deux au Québec vient habiter la ville de Montréal.

«La situation démographique des francophones de l'île de Montréal est si fragile que leur capacité d'intégration des immigrants non francophones semble réduite», suggère M. Paillé.

Les francophones seront bientôt minoritaires

La proportion d'écoliers de langue maternelle française dans l'île est passée de 63,8 p. cent en 1971 à 54,2 p. cent en 1986. «Au rythme où vont les choses, ils seront minoritaires dans quelques années», dit M. Paillé. Et comme les francophones qui restent à Montréal sont pauvres, les immigrants ne sont guère attirés à s'intégrer à la majorité française.

«Doit-on s'étonner de l'hésitation des immigrants à s'intégrer à la communauté francophone, puisqu'ils ne côtoient pratiquement jamais les représentants de la réussite professionnelle et sociale de cette communauté?» demande Yvon Leclerc, du Conseil des affaires sociales.

«Ces derniers (les francophones aisés) traversent les ponts, matins et soirs... Quand bien même le gouvernement du Québec érigerait un COFI à tous les coins de rue, obtiendrait-il un meilleur taux d'intégration des immigrants? Il est permis d'en douter.»

Montréal est en train de connaître le syndrome de Detroit: désindustrialisation, appauvrissement, concentration des minorités ethniques. Avec, en prime, la crise linguistique. Des politiques vigoureuses pourraient modifier le cours des événements, mais la plupart des politiciens n'ont même jamais entendu parler de ce phénomène marquant qu'est l'étalement.



Montréal est encore mal comprise à Québec et à Ottawa



MARIO FONTAINE

Les débuts furent cahotiques, difficiles. Avec le temps, les relations entre le Montréal de Jean Doré et les gouvernements de Québec et d'Ottawa ont fini par se normaliser. Mais la métropole souffre toujours d'un manque chronique de ministres influents à Ottawa, tandis que son retour en grâce avec Québec n'a pas encore donné beaucoup de résultats tangibles.

Le «parrain» de la métropole auprès de Brian Mulroney, Jean Corbeil, est régulièrement télécopé par le ministre «politique» conservateur au Québec. Ce fut Lucien Bouchard, c'est maintenant son homonyme Benoît qui pilote les dossiers montréalais au cabinet.

Du côté québécois, les rapports initiaux entre le gouvernement Bourassa et ce «nid de péquistes» désormais au pouvoir à l'hôtel de ville provoquèrent certaines frictions. Les confrontations épiques entre Marc-Yvan Côté et ses interlocuteurs montréalais demeurent encore fraîches à la mémoire. La mise sur pied, cette année, d'un comité ministériel permanent à Montréal a toutefois atténué les tensions et devrait porter fruit à moyen et long termes.

Une constatation s'impose d'entrée de jeu: le maire Drapeau avait imposé son style personnel dans ses communications avec les gouvernements supérieurs, et c'est au niveau le plus élevé que les pourparlers se déroulaient. Aujourd'hui ces discussions se sont institutionnalisées, et les trois fonctions publiques multiplient les rencontres.

«M. Drapeau fonctionnait avec du cas par cas, il n'y avait pas de relations structurées avec les gouvernements, assure Jean Doré. Le style impérialiste de mon prédécesseur a laissé un goût amer à beaucoup de personnes. Quand on est arrivés à l'hôtel de ville, on nous «attendait». Il a fallu rebrancher Montréal sur Québec d'abord, sur Ottawa ensuite. Mais le «réflexe Montréal» n'est pas encore complètement développé.»



Daniel Johnson: «Des liens ont été établis à tous les niveaux. Les ponts sont jetés partout.»

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

La «voix» de Montréal au cabinet Bourassa, Daniel Johnson, confirme: «Des liens ont été établis à tous les niveaux. Les ponts sont jetés partout.» D'autant plus que les relations personnelles entre le maire Doré et le premier ministre libéral sont excellentes. Ce qui, dans les dossiers litigieux, a permis d'éviter les ruptures.

Montréal n'a, par exemple, pas digéré le dernier budget du ministre des Finances Gérard D. Levesque, qui concède aux municipalités de nouvelles responsabilités... et leur refait la facture particulièrement salée qui vient avec.

Des dossiers comme l'étalement urbain et le financement des commissions scolaires et du transport en commun ont suscité une grogne certaine. D'autant plus qu'on traverse une période de restrictions budgétaires et que celui qui serre les cordons de la bourse est ce même Daniel Johnson, en tant que président du Conseil du trésor. Un Daniel Johnson qui, dit-on, a le crayon aiguise. Malgré les querelles cependant, on a réussi à préserver les contacts.

Selon Jean-Luc Moisan, le fonctionnaire responsable des relations de Montréal avec les gouvernements supérieurs, l'administration du RCM s'est gardée de tout allégeance politique: «On défend des dossiers, pas une option.»

Même normalisation au niveau canadien, malgré quelques maladroites. À peine arrivée au pouvoir, l'administration Doré avait embauché une consultante pour mieux connaître le fonctionnement de la machine fédérale: l'ancienne attachée de presse de John Turner, laquelle demeurait au même moment à l'emploi du chef de l'Opposition comme contractuelle! Rien pour s'ouvrir les portes des ministères conservateurs...

Problème particulier à Montréal, la ville demeure tributaire de l'éparpillement du pouvoir politique dans la grande couronne métropolitaine. Les poids lourds des cabinets Bourassa et Mulroney représentent en effet des circonscriptions excentriques par rapport au centre-ville. Daniel Johnson, le ministre responsable à Québec, est député de Vaudreuil. Lise Bacon de Chomedey. André Bourbeau de Laporte. Claude Ryan d'Argenteuil. Robert Bourassa lui-même a été élu dans Saint-Laurent.

Même scénario du côté fédéral, alors que Robert de Cotret est dans Berthier-Montcalm et Pierre Cadieux dans Vaudreuil. Au-

cune figure marquante au pied du mont Royal. Quel ministère dirige Gerry Weiner, député de Pierrefonds-Dollard?

Coincidence ou conséquences, le fait est que c'est à Saint-Jean-sur-Richelieu qu'Oerlikon s'est installée, que l'agence spatiale s'établira sur la Rive-Sud, que le contrat d'entretien des CF-18 profitera finalement à Mirabel.

À Toronto, c'est le contraire: quelques minutes de marche suffisent pour se rendre de l'hôtel de ville à Queen's Park, et les ministres influents au cabinet Mulroney — tel le titulaire des Finances Michael Wilson — exercent, mine de rien, un lobbying très efficace en faveur de la Ville-Reine. On l'a notamment vu dans l'affaire des centres bancaires internationaux. Accordés à Montréal et Vancouver, ceux-ci sont devenus des coquilles vides à la suite des pressions des milieux financiers torontois.

L'organisation même du monde municipal au Québec complique les choses, estime le maire Doré: «Ici il faut réunir 50 personnes autour de la table pour avoir un consensus régional, alors que six personnes suffisent à Toronto.»

Un parrain silencieux

Pour l'heure — et malgré quelques coups de gueule entre Montréal et Québec — c'est surtout du côté de la capitale fédérale que le bât blesse. Le ministre Jean Corbeil (Anjou-Rivières-des-Prairies) est le porte-voix officiel de la métropole au cabinet Mulroney. Dans les faits, on le présente davantage comme le défenseur de décisions déjà prises par d'autres que comme leur initiateur.

Au sein même du gouvernement conservateur, les langues se délient sous le sceau de l'anonymat. M. Corbeil n'a pas réussi à percer, fait-on valoir. Il a mis beaucoup de temps à comprendre le fonctionnement de l'appareil gouvernemental, ce qui lui a nuí: les gens ont commencé à se tourner vers Lucien Bouchard, ministre «politique» du Québec, puis vers Benoît Bouchard, qui lui a succédé. C'est sur son bureau que les dossiers affluent, pas sur celui de M. Corbeil. Ce qui retarde et complique l'acheminement des dossiers de la métropole auprès des autorités fédérales. M. Corbeil propose, Benoît Bouchard, ministre du patronage et bras droit de Brian Mulroney au Québec, dispose.

D'expliquer une source: «Il (Jean Corbeil) n'a pas réussi à occuper le terrain. Et en politique, quand tu n'occupes pas le terrain, quelqu'un va l'occuper à ta place.» Une autre personne: «C'est curieux, on entendait dix fois plus parler de lui comme maire d'Anjou que comme ministre et parrain de Montréal.» Une troisième: «On se demande ce que Corbeil fait là, et comment il se fait qu'il n'a pas encore été remplacé.»

La raison est sans doute très simple: le premier ministre Mulroney n'a personne pour prendre la relève. Et puis M. Corbeil a aussi ses qualités: on dit de lui qu'il travaille beaucoup, qu'il est très efficace dans les petits dossiers, et d'accès facile.

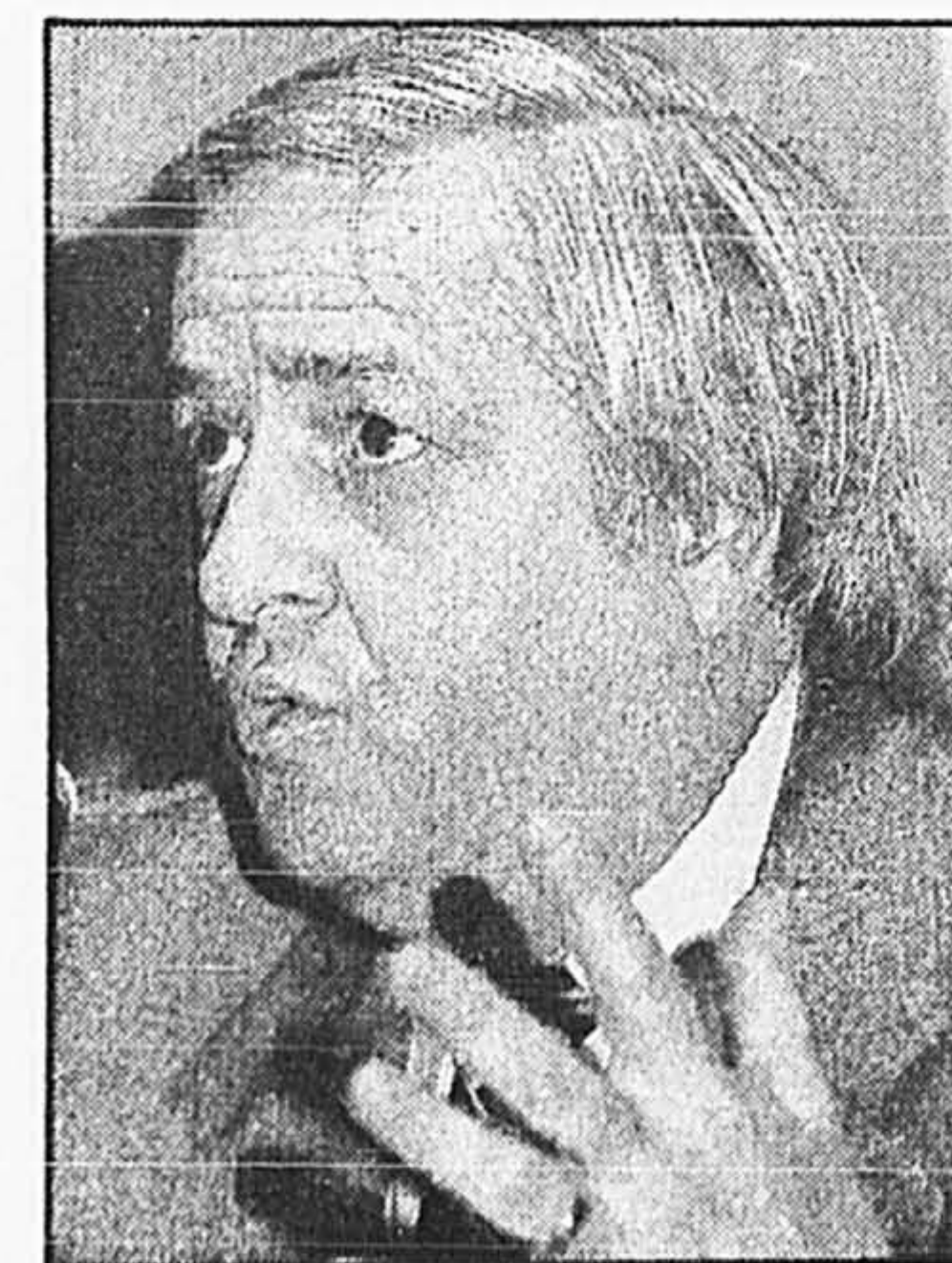
Ce que confirme la députée péquiste Louise Harel, qui a eu affaire à lui pour régler des questions concernant l'Est de la métropole. Pour certains, il apparaît comme un paratonnerre, dit-elle: en apparence rien ne bouge, mais sur le terrain, des accommodations se font, pourvu que ça ne paraisse pas afin de ne pas irriter le Canada anglais. Le ministre Corbeil a refusé de nous accorder une entrevue, craignant que ses paroles soient mal interprétées dans le cadre de la présente campagne électorale.

Quelques encouragements

Si Montréal commence à peine à avoir ses entrées à Ottawa, elle peut au moins se consoler en pensant que le ministre responsable du développement économique du Québec, Benoît Bouchard, voit la métropole comme un moteur économique et estime que sa relance constitue une priorité pour l'ensemble du Québec.

Des propos qu'on pourrait aussi prêter à Daniel Johnson: «Le cœur économique du Québec, c'est Montréal. Son cerveau, c'est le centre-ville.» Lui-même se définit comme montréalais. «De mon bureau de comité, je vois la place Ville-Marie», poursuit-il.

Les intervenants s'entendent enfin sur le rôle de premier plan que pourrait jouer le comité ministériel permanent mis sur pied par le gouvernement Bourassa pour relancer l'économie montréalaise, particulièrement mal en point. Un comité présidé par M. Johnson, avec Ronald Poupart comme secrétaire. Très proche du premier ministre, M. Poupart n'a pas la réputation de laisser traîner les dossiers ni de dormir à l'ouvrage.



Jean Corbeil: on dit de lui qu'il travaille très fort, mais qu'il n'occupe pas l'espace de la fonction.

PHOTO THEQUE La Presse



Le parc du Cap Saint-Jacques, l'un des dossiers délicats traités finalement en harmonie entre Montréal et les villes de banlieue.

PHOTO THEQUE La Presse

Un succès du maire Jean Doré: l'harmonie avec la banlieue



FLORIAN BERNARD

Que sont devenues ces luttes épiques qui opposaient, jadis, les élus de Montréal et ceux des villes de banlieue? Le beau fixe qui a suivi la tempête est-il le fruit du hasard ou l'œuvre du maire Jean Doré? Ou bien, les maires de banlieue, las de guerroyer, seraient-ils devenus plus conciliants?

Durant les dix premières années de son existence, la Communauté urbaine de Montréal a été le théâtre d'une perpétuelle confrontation entre la grande ville centrale et les 27 autres municipalités du territoire. Pas une seule n'est demeurée neutre. Chacune avait des griefs gros comme le bras contre Montréal.

Encore ébranlées par les vigoureuses campagnes annexionnistes du maire Jean Drapeau, méfiantes face aux velléités d'hégémonie administrative des administrations Saulnier et Lamarre, farouchement jalouses de leur autonomie, les villes de banlieue avaient une philosophie située à cent lieues de celle du Rassemblement des citoyens de Montréal.

Les maires de banlieue, conservateurs et traditionalistes, se méfiaient de ces nouveaux venus, souvent issus des milieux populaires et ouvriers, parfois nettement de la gauche progressiste, qui occupaient désormais les fauteuils de la grande salle du conseil. Quant à leur chef, Jean Doré, il avait plus d'une fois vilipendé l'embourgeoisement et le conservatisme des maires de banlieue, qu'il accusait d'être de connivence avec le Parti civique pour bloquer des projets populaires, dont l'option préférentielle en faveur du transport en commun.

Au moment où Jean Doré et ses partisans ont pris le pouvoir, faisant mordre la poussière au Parti civique et à son chef, Claude Dupras, les maires de banlieue sortaient à peine d'une série de querelles vigoureuses avec les représentants de Montréal. Avant d'abandonner son poste, Jean Drapeau avait mené une ultime croisade annexionniste contre deux villes, Montréal-Est et Verdun, alors aux prises avec d'énormes difficultés financières.

C'était la méthode de travail de Jean Drapeau. Dès qu'une localité était secouée par des scandales, ou au bord de la faillite, il lançait une campagne d'annexion. La stratégie avait réussi dans le cas de Pointe-aux-Trembles. Elle avait échoué à Montréal-Est et Verdun.

En pleine campagne électorale, Jean Doré avait déclaré que, contrairement à son prédécesseur, il ne toucherait jamais à l'autonomie des villes de banlieue, peu importe les circonstances, à moins que les élus eux-mêmes demandent une étude d'annexion. Il a respecté sa parole. C'est peut-être le facteur principal qui a été à la source des retrouvailles, d'une nouvelle ère d'entente cordiale entre la ville centrale et les villes de banlieue.

Dès son élection, Jean Doré a accepté que les postes les plus importants de la CUM soient désormais partagés de façon équitable entre les élus de Montréal et ceux de la banlieue. Ce fut le second facteur d'harmonie.

La présidence des cinq grandes commissions de la CUM fut équitablement partagée entre Montréal et les villes périphériques. Certaines commissions, parmi les plus importantes, notamment celles de la sécurité publique et des transports en commun, furent placées sous la présidence de maires de banlieue. Pour Montréal, c'était une concession majeure puisque la police et le transport en commun avaient toujours été les deux principales sources des litiges.

Faut-il rappeler que c'est précisément la question du financement de la police qui avait amené, à la fin de 1969, le gouvernement Jean-Jacques Bertrand à «imposer» la Communauté urbaine? Ce nouveau type de gouvernement régional allait permettre à Montréal de faire partager par «l'autre moitié de l'île» les coûts sans cesse en progression de la sécurité publique.

La création de la CUM refilait également aux contribuables de la banlieue une part importante du financement du métro et du transport en commun.

En assumant la présidence de ces deux commissions, la banlieue obtenait, après des années, ce qu'elle avait toujours réclamé, c'est-à-dire une voix forte au chapitre dans deux secteurs vitaux de la CUM.

D'autre part, la présidence du conseil de la CUM était confiée à un maire de banlieue. Il devenait difficile, dans de telles conditions, de poursuivre la guerre entre partenaires engagés vers des objectifs régionaux communs.

Le maire de l'entente cordiale?

Depuis l'accession de Jean Doré à la direction de Montréal, tous les budgets annuels de la CUM ont été adoptés à la majorité du conseil, sans délai ni débats interminables. Les deux blocs ont même réussi à adopter des politiques et des projets qui, jadis, avaient toujours été rejetés, systématiquement, par l'un des camps en présence.

Que l'on songe à l'entente sur la création d'un organisme régional de transport en commun — l'ORTM —, à la hausse des tarifs de la STCUM, à la hausse considérable de la quote-part des villes de banlieue, à la prédominance du transport en commun sur l'automobile, aux prolongements des lignes de métro, et tout récemment à l'imposition du stationnement hors-rues. De telles mesures n'auraient jamais pu être adoptées aussi rapidement, et avec une telle facilité, il y a quelques années.

L'environnement, facteur d'unité

Jadis, Montréal possédait et contrôlait de façon exclusive ses parcs et ses grands espaces verts, tels le mont

Royal. De son côté, la banlieue développait ses terrains de golf et ses zones boisées. Aucun plan d'ensemble ne protégeait la biomasse verte de l'île, depuis le lac Saint-Louis jusqu'au delta de la rivière des Prairies, à l'entrée de Repentigny.

Depuis la création de la CUM, mais surtout au cours des cinq dernières années, les élus de Montréal et ceux de la banlieue ont collaboré étroitement, malgré les frontières municipales, à acquiescer, aménager et protéger des milliers d'hectares verts, dans tous les secteurs du territoire.

Il est remarquable d'observer que le principal artisan de cette protection du patrimoine vert est un élu de Montréal, le conseiller Hubert Simard, de la «cuvée Doré 1986», président de la commission d'aménagement de la CUM. De tous les territoires acquis depuis l'avènement du RCM au pouvoir, les plus importants se trouvent hors des limites de Montréal, par exemple la vaste zone boisée de l'île Bizard.

S'il est un domaine où l'harmonie a régné entre les élus de Montréal et ceux de la banlieue, c'est bien celui de l'environnement et de la préservation des grands espaces naturels. Le dossier était pourtant délicat puisque certaines zones à acquiescer chevauchaient plusieurs localités. Le plan décennal d'acquisition et d'aménagement des espaces verts, d'un coût global de 200 millions, a été adopté par la totalité des élus des deux camps, dans un climat de parfaite harmonie, en moins d'une heure.

Quelques nuages sombres

Est-ce à dire que tout baigne dans l'huile entre les élus de Montréal et les maires de banlieue? Presque. Mais pas tout à fait. Il y a bien quelques points d'accrochage, par exemple celui des déchets et des méthodes d'enfouissement.

Propriétaire de la carrière Miron et de l'incinérateur des Carrieres, Montréal a pu, jusqu'à maintenant, faire cavalier seul en ce qui concerne l'élimination de ses déchets. Elle a refusé de se joindre aux villes de banlieue dans la recherche de solutions à court et à moyen terme.

Pendant ce temps, la banlieue s'est organisée. Elle a créé sa propre région des déchets et accordé un important contrat pour la construction d'un centre de tri et d'une usine de transformation à Montréal-Est. D'ici un an, environ, la banlieue aura définitivement réglé son problème des déchets. Montréal devra trouver des alternatives à la fermeture de la carrière Miron.

Il y a également des points d'accrochage en ce qui touche la fourniture d'eau potable aux villes de banlieue, de même que la tarification. Dans le passé, plusieurs localités ont accusé Montréal d'inclure d'autres services dans le prix de l'eau. Plusieurs causes ont été acheminées devant le tribunal. La crise est temporairement suspendue, en attendant la prochaine grille des tarifs.

Pour le reste, tout semble au beau fixe.

... comme si c'était une province

Beaucoup de paroles, moins d'action



MARIANE FAVREAU

Les reproches que s'attire l'administration Doré-Fainstat viennent peut-être de ce qu'elle a voulu faire de Montréal une province: elle a recruté ses principaux lieutenants dans les officines ministérielles et les élus se comportent volontiers en députés. L'administration n'adopte pas seulement des règlements, elle élabore des politiques.

La majorité des conseillers municipaux RCM ont fait de leur fonction une carrière à plein temps qu'il fallait rétribuer en conséquence: hausse de salaire rétroactive de 16 p. cent avec indexation et pension. Ils gagnent au minimum 34600\$, plus que la moyenne des ménages montréalais, pour une fonction censée être complémentaire à leur emploi habituel.

Pourtant de nombreux citoyens reprochent aux conseillers municipaux d'être difficiles à joindre. La Ville leur paie des bureaux privés mais le numéro de téléphone en est secret. Les bureaux Accès-Montréal les ont libérés d'une partie de leurs contacts avec les citoyens. C'est qu'ils sont bien occupés, les conseillers municipaux: pas un règlement, pas une «politique» qui ne passe par une commission quasi-parlementaire.

De son côté, en véritable chef d'Etat, le maire Doré a entrepris une tournée internationale. Reste à attendre les retombées économiques de la diplomatie montréalaise. Pour l'Hôtel de Ville, ce ne sont pas des voyages mais des «missions», planifiées par rien de moins qu'un «secrétariat des affaires internationales».

Le fonctionnaire le mieux payé du Canada

Tout a commencé avec l'embauche d'un secrétaire général à 120000\$, fonctionnaire le mieux payé au Canada, et une réforme administrative qui a désarçonné les services. L'équipe électorale du RCM est entrée directement à l'hôtel de ville. Pas surprenant que quatre ans plus tard ces travailleurs d'élection mènent la campagne électorale du RCM aux frais des contribuables.

Il fallait à cette administration «pavovore» plus de personnel. Il y avait 12334 employés municipaux à la fin de 1986, ils sont maintenant 13293. Ce qui ne crée pas plus d'emplois dans la ville, l'équipe Doré n'obligeant plus ses fonctionnaires à vivre à Montréal.

Jean Doré a banni les grands projets de l'imaginaire montréalais. A tel point que le 350e anniversaire de Montréal, occasion inspirée de relancer la métropole déclinante, ne sera vraisemblablement qu'un chapelet d'inaugurations d'édifices ou de parcs prévus depuis longtemps.

Jean Drapeau laissait 120 km de pistes cyclables à Montréal. Jean Doré, un fervent cycliste, n'a rajouté qu'une dizaine de km en quatre ans, tâtonnant, faisant et dé faisant celle de la rue Rachel. Mais son équipe a adopté une «politique vélo».

Promis en 1986, les référendums sur les changements de zonage n'existent toujours pas. Mais on consulte sur tout et rien, même si dans plusieurs cas, cela n'entraîne aucun changement dans les décisions déjà prises: Overdale, gicleurs, fluoration de l'eau, plans d'urbanisme, tabac, parcs Ahuntsic ou Mont-Royal, rue Saint-Denis, etc.

Par ailleurs, il n'y a pas eu de consultation sur des projets controversés: les tours Marathon et Lavalin avec leur cinquantaine d'étages, les arrondissements, des changements de zonage (Fontenay), des garderies dans des parcs, la place Berri, le Biodôme, etc.

Les comités conseils d'arrondissements, lieux d'expression des groupes organisés plus que des simples citoyens, cherchent encore leur voie entre l'approbation de marches d'escaliers non conformes aux règlements municipaux et la décentralisation des pouvoirs exécutifs.

Moins de logements

L'administration Doré a mis fin à l'opération 20000 logements qui visait l'établissement à Montréal de petits propriétaires. En 1980, il s'était construit 6204 logements à Montréal; en 1989, seulement 2692. Les villes de banlieue, soumises aux mêmes lois économiques, ont pourtant aug-



Le fameux piano Fazlioli, dont l'achat par la ville a coûté 82000 \$

menté leurs mises en chantier. En 1986, il se construisait à Montréal 21,8 p. cent des logements de la région; en 1989, 12,4 p. cent seulement. Mais on a maintenant une politique d'habitation prévoyant, entre autre, 50000 logements sociaux en dix ans.

L'action du RCM en habitation a mal commencé avec l'affaire Overdale: raser un îlot résidentiel pour permettre à des promoteurs de construire 2000 condos au centre-ville. En échange, les promoteurs relogeront une partie des locataires évincés. Les résidents résistent, la

police s'en mêle, les condos restent sur la glace: les locataires ont été évincés pour rien. L'affaire reste le symbole du hiatus entre le discours et l'action du RCM.

Dernier Recours: un refuge infect en plein centre-ville, avec du café comme seul outil thérapeutique pour des clochards accourus de partout. L'équipe Doré attise la colère du voisinage pour faire bouger Québec, ce qui provoque l'indignation des organismes sociaux. Elle justifie son action en brandissant le spectre de centaines de morts (imaginaires)

de clochards dans les rues de Montréal.

Protection du patrimoine: tout ce qui existait hier doit exister demain, les vieilles masures brûlées dix fois comme les beaux immeubles de pierre. Résultats: les logements vacants sont passés de 11000 à 22800 entre 1986 et 1990 et les immeubles barricadés se multiplient. Mais on démolit l'intérieur de magnifiques banques, rue Saint-Jacques, avec la bénédiction des élus: la façade est sauve. Le maire Doré a toutefois perdu des alliés en autorisant la démolition de l'hôtel Queen's.

Le belvédère du mont Royal est en ruine, l'érosion fait des siennes, des arbres agonisent. L'équipe Doré lance une vaste consultation pour se faire dire de ne pas reconstruire la montagne, mais de protéger ce qui existe. Entre temps, elle construit des socers en dur (parc Jeanne-Mance), des places «minérales» sans gazon (Roy), déracine des arbres en refaisant des trottoirs (rue Berri) et réfléchit sur le réseau vert promis.

Depuis quatre ans, la dette municipale par habitant est passée de 1123\$ à 1225\$. Les dépenses ont augmenté plus que l'inflation, passant de 1,3 milliard à 1,7 milliard. L'évaluation foncière a monté de 44 p. cent mais la taxe n'a baissé que de 21 p. cent et reste l'une des plus élevées de la région à 2,07 \$. Mais on ne lésine pas sur les dépenses: l'achat d'un piano Fazlioli de 82000\$, la création d'une voie réservée pour les autobus de 6 millions, d'une piscine de 9 millions, etc.

L'absence du maire

Autres points noirs: l'absence du maire lors du «déluge» du 14 juillet 87 et le cafouillage qui a suivi. L'Agence spatiale à Saint-Hubert plutôt qu'à Montréal, la création d'une seule et très coûteuse voie réservée aux autobus (trois autres sont dues à la pression de Québec), la faible proportion de collecte sélective des déchets, le versement de subventions aux multinationales (Coca-Cola), etc.

Sans oublier la décision de la STCUM (que dirige un élu de Montréal) permettant aux flâneurs de tout acabit de rançonner les clients du métro. Décision sur laquelle on a été forcé de revenir, et qui était fort malvenue après l'annonce d'une taxe spéciale de stationnement qui risque de faire fuir les clients du centre-ville vers les centres commerciaux de banlieue.



Le maire Doré était absent lors du «déluge» du 14 juillet 87 et il s'en est suivi un joli cafouillage.



Le maire n'a ajouté qu'une dizaine de km en quatre ans au réseau de pistes cyclables déjà existant.

Les communautés culturelles ne s'ennuient pas de l'ère Drapeau



RICHARD HÉTU

L'administration Doré mérite d'être applaudie pour le changement «radical» des politiques de la Ville en matière interculturelle et interraciale, soutient de façon presque unanime les leaders des communautés culturelles et les défenseurs des droits des minorités ethniques et raciales de Montréal.

«Compte tenu du fait qu'il s'agit d'un premier mandat, nous pensons que l'administration Doré a fait du bon travail. Elle a ouvert des portes qui étaient fermées aux communautés culturelles pendant le règne de Drapeau», affirme Gasha Masimango, du Conseil de la communauté noire du Québec, un organisme qui a pignon sur rue dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce.

L'administration Doré est la première à s'ouvrir à toutes les communautés culturelles. C'est très important pour nous», déclare pour sa part Luciano Coraggio, le rédacteur en chef du *Corriere Italiano*, un hebdomadaire de la Petite Patrie.

Malgré ce changement de cap «radical» (l'épithète est d'Alain Jean-Bart, de SOS-Racisme), il y a encore beaucoup à faire pour satisfaire les communautés culturelles. Au sein des groupes communautaires, notamment, on se demande si les déclarations et les structures mises en place par l'administration Doré changeront vraiment quelque chose dans la vie quotidienne des membres des quelque 80 communautés culturelles de Montréal.

«On a l'oreille de l'administration Doré, mais les mains c'est plus important pour faire des choses», dit Martin Oré, un Montréalais d'origine péruvienne, qui se voue à l'amélioration des conditions de logement des immigrants.

L'accès à l'emploi

Pour plusieurs observateurs et intervenants, le programme d'accès à l'égalité en emploi que la Ville a instauré en mai 1989 constitue la réalisation la plus importante de l'administration Doré en matière interculturelle et interraciale.

Avec ses 13293 employés, la Ville est le plus important employeur de la région. Considérant avoir un rôle exemplaire à jouer en matière de promotion à l'égalité en emploi, elle s'est engagée à confier 25 p. cent de ses postes à des citoyens issus des communautés culturelles, qui forment environ 30 p. cent de la population. Elle n'a cependant pas voulu fixer de délai pour atteindre cet objectif, se contentant de promettre une évaluation annuelle de sa performance, une stratégie qui en a déçu plusieurs au sein des communautés culturelles.

C'est que l'instauration du programme est loin de se faire sans heurts. Ainsi, quand la Ville a commandé une étude pour déterminer l'importance de la représentation des communautés culturelles au sein de la fonction publique, moins de 30 p. cent des employés municipaux ont accepté d'y participer, rendant nécessaire la tenue d'une autre étude.

Cette fameuse étude a démontré qu'il y avait de grandes résistances dans la fonction publique municipale», dit Fo Niemi, le directeur du Centre de recherche-action sur les relations raciales. «Il aurait fallu créer un climat beaucoup plus ouvert et favorable au concept d'égalité en matière d'emploi.»

D'autres observateurs déplorent que la Ville n'ait pas fait de distinction entre minorités ethniques et raciales (ou visibles).

Et les minorités visibles?

«Il n'y a rien pour les minorités visibles», dit M. Masimango. Nous sommes mêlés aux Italiens, aux Grecs, etc. Nous faisons certes partie des communautés culturelles, mais les Noirs, les Asiatiques et les Latins sont plus souvent victimes de discrimination que les autres.»

L'administration Doré a par ailleurs innové en matière interculturelle et interraciale en ouvrant au printemps 1988 le Bureau Interculturel de Montréal, dont le rôle est de donner aux membres et aux organismes des communautés culturelles un meilleur accès à l'information et aux services offerts par la municipalité. A ce jour, six personnes travaillent au BIM, et parlent plusieurs langues, dont l'italien, le portugais, le créole, le grec et l'espagnol.

Il s'agit d'un service utile, estiment les observateurs et les intervenants, mais dont les ressources sont nettement insuffisantes.

«Je peux vous dire qu'il y a des personnes à l'intérieur même du BIM qui disent, nous sommes

trop peu, il y a tellement de choses à faire, nous ne pouvons pas tout faire à six ou sept personnes», note M. Niemi.

L'enracinement des membres des communautés culturelles est une autre des grandes priorités de l'administration Doré en matière interculturelle et interraciale. Pour renforcer leur sentiment d'appartenance dans les quartiers et faciliter leur participation aux activités et les contacts harmonieux entre les groupes de différentes cultures, la Ville a notamment pris des initiatives dans le domaine des arts, «facteurs importants de cohésion sociale».

La «ghettoisation»: un danger

L'administration Doré a aussi créé en mars 1989 un comité consultatif sur les relations interraciales et interculturelles, qui a pour mandat de conseiller le Comité exécutif en la matière. En 1989, elle a également fait du 21 mars la Journée annuelle contre la discrimination raciale, adoptant à cette occasion la *Déclaration de Montréal contre la discrimination raciale*.

C'est l'ensemble de ces structures, de ces mesures et de ces déclarations qui font que les membres des communautés culturelles se sentent mieux sous l'administration Doré que sous l'administration Drapeau.

«Depuis l'avènement de l'administration Doré, les communautés culturelles sont mieux informées», déclare Yat K. Lo, de la Chambre de commerce du quartier chinois de Montréal. «Nos élus sont aussi davantage à l'écoute de nos préoccupations. Nous sommes plutôt satisfaits de ce qui se passe.»



Martin Oré: «On a l'oreille de l'administration Doré, mais les mains c'est plus important...»

Un certain nombre d'observateurs et d'intervenants reprochent toutefois à l'administration Doré sa tendance à vouloir «ghettoiser» et «culturaliser» les préoccupations des communautés culturelles. Ils en ont notamment pour preuve l'objectif de la Ville d'améliorer le réseau des bibliothèques municipales et des Maisons de la culture afin de favoriser l'enracinement des minorités ethniques et raciales au sein de leur quartier.

La volonté politique est là, mais il faut avoir une volonté politique *across the board*, comme on dit en anglais, soutient M. Niemi. Il ne faut pas oublier que les communautés culturelles ont aussi des préoccupations en matière de logement, en matière économique, ainsi de suite.

Sur le terrain...

En outre, les observateurs et les intervenants notent que les appels de la Ville en faveur de l'harmonie raciale ne sont pas toujours entendus sur le terrain. Dans certains quartiers, on relève notamment de sérieux malentendus entre la police et certaines communautés culturelles.

«Il y a des secteurs de la ville où les relations interculturelles et raciales posent des problèmes», dit Alain Jean-Bart, de SOS-Racisme. «Je pense à Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce et Parc-Extension en particulier. L'intervention de la Ville est importante à ce niveau-là.»

Dans les secteurs à fortes concentrations ethniques, il y a aussi de sérieux problèmes reliés au logement. On constate qu'il y a des blocs qui sont peuplés uniquement d'Haïtiens ou de Latins ou des deux. Et comme par hasard — c'est un euphémisme —, ce sont des blocs qui sont les moins salubres, qui sont les moins bien entretenus et où il est le plus difficile d'obtenir des réparations.

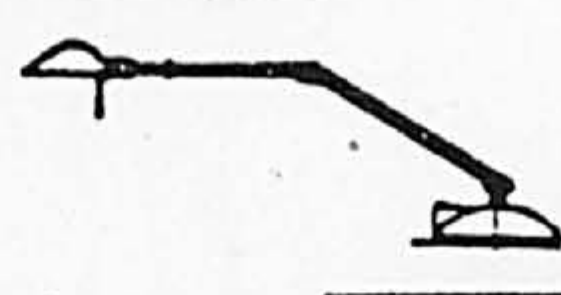
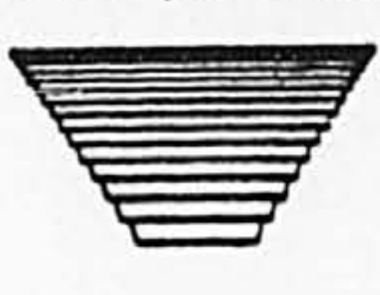
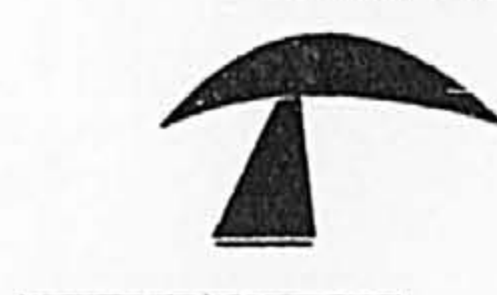
Maria Elena Concha, de l'Association des immigrants latino-américains de Côte-des-Neiges, est peut-être celle qui résume le mieux l'opinion des membres des communautés culturelles au terme du premier mandat de l'administration Doré. «La Ville a fait des choses méritoires au cours des quatre dernières années, dit la Montréalaise d'origine chilienne. Mais entre les nobles énoncés politiques et la réalité, il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.»

Festival Artemide «Italia»

**GRANDE VENTE 4 JOURS
ÉCONOMISEZ DE 20% À 50%**

LUMINAIRES UNIQUES DE QUALITÉ ET DESIGN

LAMPES DE TABLE, À SUSPENDRE, MURALES, TORCHÈRES ET D'EXTÉRIEUR



**VIA
PALACE**

*BONIS : AMPOULES GRATUITES
JEUDI 1^{er} NOVEMBRE, 9 H À 21 H — VENDREDI 2 NOVEMBRE, 9 H À 21 H
SAMEDI 3 NOVEMBRE, 9 H À 18 H — DIMANCHE 4 NOVEMBRE, 9 H À 18 H

4875, RUE JEAN-TALON OUEST — TÉL.: 733-1330
(PRÈS DE LA RUE VICTORIA)

**VIA
PALACE**

Les négociations sont à nouveau rompues à la STRSM

LILIANE LACROIX

■ Ça va de mal en pis dans le conflit qui oppose la Société de transport de la Rive-Sud (STRSM) à ses employés d'entretien. Les négociations, qui avaient repris hier en présence du conciliateur, ont été définitivement rompues vers 23 h et aucune rencontre n'est prévue dans un avenir prochain.

Visiblement mécontent de la tournure des événements, le président du syndicat, M. Claude Leduc, lançait d'un ton sans réplique: «C'est fini, cassé. On ne veut plus rien savoir. Quoi que les négociateurs patronaux en pensent, le syndicat n'est pas encore assez à plat pour marcher à qua-

tre pattes. Chose certaine, même advenant une éventuelle entente, les relations de travail seront pourries au cours des années à venir.»

Selon M. Leduc, les patrons auraient maintenant de nouvelles exigences et menaceraient de réduire leurs offres à chaque nouvelle rencontre.

Étrangement, du côté patronal, on affiche les mêmes frustrations: «Le syndicat en demande de plus en plus, déclare Me Jean-Jacques Rainville, négociateur en chef. C'était réglé ou presque. Mais ils ont toujours de nouvelles exigences. On régresse au lieu d'avancer.»

Selon lui, le syndicat profiterait de la campagne électorale qui s'achève dans les municipalités de la Rive-Sud pour faire de la politique au lieu de se concentrer sur les négociations.

Divers points sont cause de discordes. Sur le plan des salaires, trois catégories d'employés représentent un hic. La STRSM et le syndicat se sont déjà entendu sur douze catégories de travailleurs qui obtiendront parité avec la STCUM. Le problème, c'est que dans le cas des trois catégories restantes, les descriptions d'emploi diffèrent quelque peu entre les deux compagnies de transport et là, on ne s'entend plus sur les salaires, une question qui touche une quarantaine d'employés.

La prise des vacances, ainsi que la sous-traitance, représentent aussi des irritants.

«C'est une question d'attitude. Pour régler il faut vouloir. Et le syndicat ne démontre aucune volonté en ce sens», dit Me Rainville.

Il espère toutefois qu'après les élections municipales de demain, les négociations vont prendre un tour un peu plus calme. Me Rainville ne nie toutefois pas avoir servi une mise en garde aux syndiqués: «On a essayé d'être accommodant. Mais quand les syndiqués refusent des offres intéressantes, ils doivent comprendre qu'il va finir par y avoir un braquage...»

«On a déjà offert l'arbitrage obligatoire et final. Si le syndicat était de bonne foi, il aurait accepté. Si on n'est pas capable de s'entendre, pourquoi ne pas laisser un tiers décider notre différend?»

Les employés d'entretien sont en grève depuis six mois. En vertu d'une décision du Conseil des services essentiels, ils doivent toutefois assurer 70 p. cent de leurs services habituels. Les cadres combinent la différence, ce qui assure aux usagers un service à peu près normal.

Vancouver, en avant de Montréal

Presse Canadienne

VANCOUVER

■ La ville de Vancouver surpassera Montréal en tant que deuxième des plus grandes villes du Canada en raison de la très forte expansion économique des pays du Pacifique, a déclaré jeudi soir M. Frank Feather, futuriste global.

«Ça ne se produira peut-être pas durant les années 90, mais sûrement peu après», a-t-il ajouté devant les participants à la Conférence sur la spécificité du Canada pacifique.

M. Feather, auteur du livre «G-Forces... Re-inventing the World», a souligné que 80 p. cent des immigrants entrant au Canada venaient maintenant des pays du tiers monde ou situés autour du Pacifique et que Vancouver demeurerait une de leurs principales destinations.

Mode

Mardi,

dans le cahier

mode,

La Presse

vous propose

Doux dessous



Un article signé

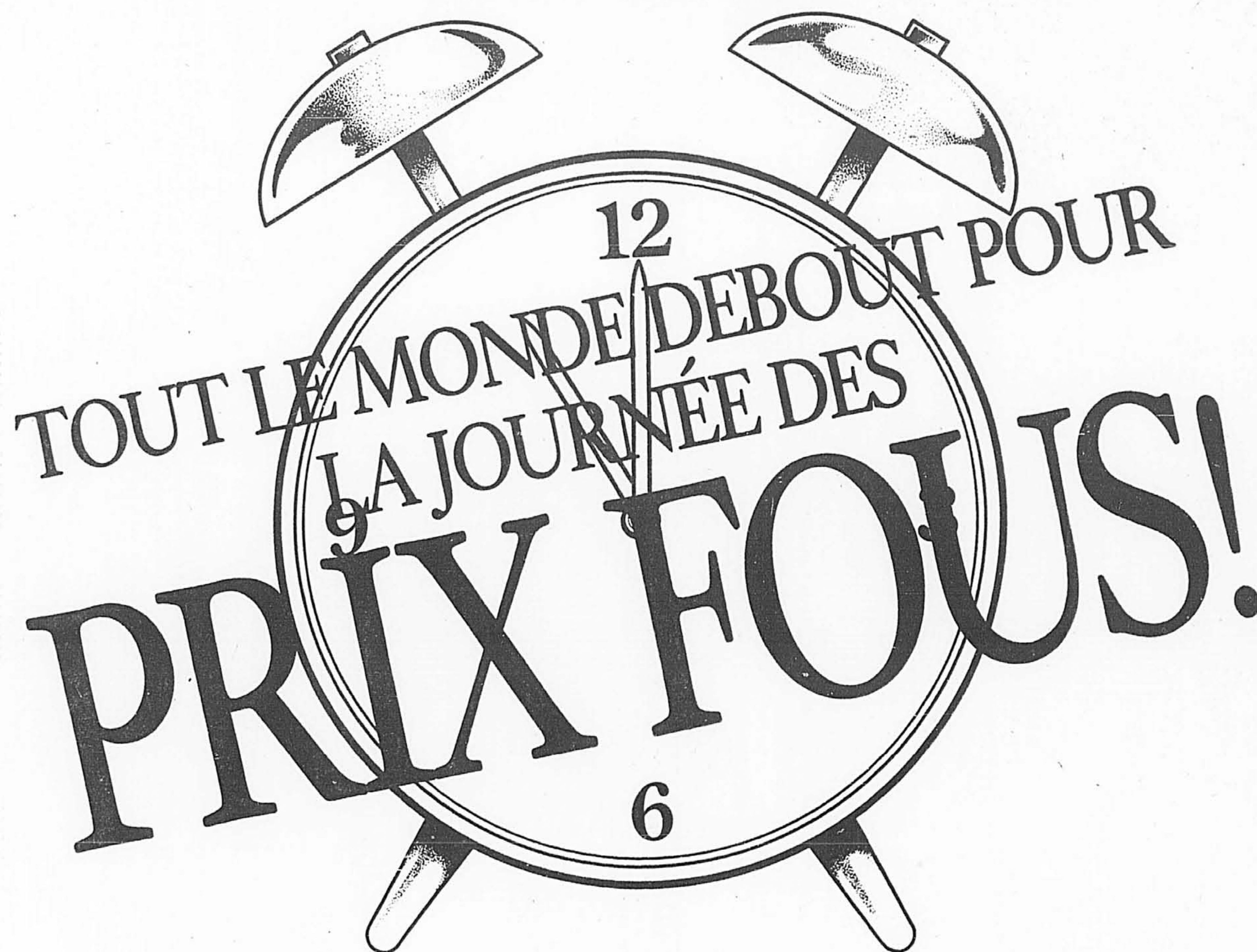
Anne Richer

La Presse

Une joyeuse tradition de Noël!

LA BAIE

Notre liquidation mensuelle
est de retour!



JUSQU'À 50% DE RABAIS

Le lundi 5 novembre c'est la Journée des prix fous à la Baie! Et pour préparer l'événement comme il se doit, nous ouvrons nos portes à 11 h. Mais ne perdez pas une minute, car c'est la journée toute trouvée pour dénicher des aubaines mode pour toute la famille et des articles pour la maison à des prix irrésistibles! En fait, il y a des occasions fantastiques dans tous nos rayons! Soyez fin prêt pour réaliser des économies formidables durant la Journée des prix fous à la Baie! Un jour seulement! Le choix des articles soldés varie selon le magasin et les quantités sont limitées. Alors magasinez tôt pour bénéficier du meilleur choix! Désolés, pas de bon d'achat différé.

LE LUNDI 5 NOVEMBRE SEULEMENT! SOYEZ-Y DÈS 11 H!

Satisfaction garantie. On peut s'y fier!



Compagnie de la Baie d'Hudson

LES PAUSES-DÉLICES DE LA BAIE

Lors de vos emplettes durant la Journée des prix fous, venez vous détendre un moment devant une succulente portion de gâteau mousseline au moka, tout

en dégustant un savoureux café. Ce petit goûter vous est proposé à seulement 1,59 dans nos restaurants libre-service, toute la journée!

1.59

la Baie